



- ZOPAL GREENWASHING**
P.4
- DESSINE-MOI UN CRA**
P.6-7
- CE MYTHO DE BARA P.9**

Wesh,

À force de flexibiliser notre activité, on a trouvé mieux que la start-up nation. Plus disruptif, plus compétitif : le bénévolat. On charbonne gratis, mais en vrai, y'a qu'à se baisser pour ramasser. Des combats y'en a, en luttas-tu en voilà. Nos reporters, illustrateur-trice-s, vidéastes suent même le dimanche ! Plus l'temps d'aller à la messe, ni même à confesse.

L'école de la république est en berne. Les éboueurs du SIOM espèrent la même augmentation que celle que s'est octroyée leur patron. Pompier-e-s et postier-e-s tournent autour du piquet. Plein d'gens se sont rassemblés en mémoire des victimes de crimes policiers autour de la famille de Curtis à Massy. On vous raconte en BD la vie d'un retenu au CRA... Là, c'est bon, on est en burn-out. Comme tout le monde.

Mais vous ne devinez jamais quoi : on a un scoop ! Boom ! Un vrai, le zopalgate, le dossier qui fait trembler la vallée. On a retrouvé la personne qui donne des cauchemars à nos élu-e-s. Interview sans concession à retrouver en Une.

Du coup, le maire trouve l'inspiration dans notre torchon et se met à nous citer sur un réseau social. On a percé ! Dans un brillant exercice de conciliation à propos de la fermeture administrative du Sham', il a déclaré : « Pour citer un canard palaisien » et là, smiley clin d'œil du maire. Si, si. Depuis qu'il nous lit, il est devenu trop mimi.

Alors évidemment, il a oublié de rappeler le titre du journal. Évidemment, il aurait pu conseiller à ses lecteurs de s'abonner. Évidemment, les mauvaises langues diront que ça sent un peu le propos électoraliste. Mais on ne va pas faire la fine bouche. T'es un pote Greg, et en parlant d'élections, si ça se trouve en deux mille vins, on pensera à toi pour notre liste ! On attend quand même ton abonnement avant de confirmer. C'est prix libre gros.

Radicalement vôtre,

L'équipe du Petit ZPL

BD : « CRA - Criminalisation et Répression Arbitraires » P.6-7

Par Bertille de Salins



LES POMPIERS, LA MAISON QUI BRÛLE

Par Gabriel Gadré

Les soldats du feu ont pour habitude d'aller au front de l'incendie, mais comment y parvenir sainement quand c'est leur maison même qui brûle ? Moins visibles que leurs collègues parisiens, c'est dans l'irréductible 91, que les sapeurs-pompiers ont montré leur volonté de sauver les casernes des moyens en baisse. Il leur a pourtant fallu un long mois de mobilisation pour se faire entendre par le conseil départemental. Ainsi, entre novembre et décembre, de nombreux professionnels et volontaires, dont des pompiers zopaliens, ont participé aux manifestations ayant eu lieu à Evry (1). Comme la plupart des mobilisations sociales, a fortiori celles des éternels fonctionnaires, cette mobilisation des « jamais contents » avait quelques requêtes à défendre. Entre autre : le renflouement des dettes du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), la réhabilitation des engins et, laissons-nous rêver, l'augmentation des effectifs. Tout le monde s'en fout mais on va les écouter quand même.

Levez la main ceux qui veulent être pompier !

Selon Emmanuel Loby, vice-président du SPA (Sapeur-Pompier Auxiliaire), le mot d'ordre était certes l'augmentation des effectifs. Mais c'est principalement le manque d'attractivité et de moyens de certaines casernes qui était pointé du doigt par les organisations syndicales. « Prenez la caserne de Juvisy, elle ne comprend que deux véhicules, ce qui n'est pas du tout attractif pour de jeunes sapeurs » (2), explique le représentant. Plus grave encore, lorsque le nombre d'homme est insuffisant, il est impossible pour ces centres de secours de former des volontaires au renouvellement du contingent. Dans ces conditions, et face à l'augmentation croissante des interventions, il est de plus en plus difficile de former les jeunes candidats. À titre d'exemple, la caserne de Palaiseau comptait 2 700 sorties pour 9 pompiers de garde en 1 999. En 2018, c'est plus du double : 5 600 sorties pour 10 pompiers de garde. En moyenne, c'est environ 20% d'activité en plus dans tout le département, comme en témoignent des fonctionnaires du centre de Montlhéry. Jusqu'ici tout va bien.

Qui a encore appelé le 18 ?

Pourquoi une si forte augmentation des interventions ? Si le principal facteur est le vieillissement de la population du départe-

ment, d'autres variables sont à prendre en compte, notamment l'augmentation du taux de pauvreté. Celui-ci est passé de 9,1 à 12,5% (3) entre 2008 et 2014. En tant que facteur avéré de fragilisation de la santé, la pauvreté favorise l'augmentation des interventions de secours. Après tout, les « gens qui ne sont rien » n'ont qu'à pas être pauvres et les vieux n'ont qu'à rester jeunes.

Un service public fragmenté

Autre source de complication, l'atomisation des budgets et des statuts(4) qui comprend tout le territoire national. Pompier professionnel, volontaire, service civique, CDD... autant de réglementations et de statuts divers qui nuisent à la cohésion d'un corps de métier qui en a grand besoin. Certains pompiers ne font par exemple qu'une seule garde par semaine du à ces multiples statuts, ce qui défavorise la bonne intégration au sein des casernes. Et cela n'est pas sans conséquences sur leur capacité à l'entraide mutuelle et au soutien psychologique au sein d'équipes confrontées en permanence à la détresse sociale. Nathan, pompier exerçant dans le 93, atteste de ces difficultés inhérentes au travail de pompier : « J'ai l'impression de côtoyer la misère du peuple »(5). Rappelons le nombre important de suicides au sein de la profession (6) qui, en 2015 s'élevaient à une cinquantaine. Un chiffre plus important que chez la police et deux fois plus élevé que chez les gendarmes (7).

Suite p.5

ET AUSSI...

- On en brève encorep.2-3
- Tout feu, tout flamme dans le 91...p.5
- Mais qui a tagué la mairie ???p.8
- Nozay a la Nokia p.9
- Grosses marrades.....p.10
- Pour qui roule la Petite ZPLp.11

FRANCHEMENT, C'EST GRAFFE !

Par Graphael de Toche

Le 23 février dernier, un véritable coup de tonnerre s'abat sur la mairie de Palaiseau. La veille d'une matinée de grand débat®, la mairie est salie, souillée, dégradée... à coup de graffitis. « RIC », « la lutte c'est classe », « gilet jaune », « justice sociale », sont les messages inscrits sur la façade de notre chère maison du Peuple. La ville est plus traumatisée que jamais. D'ailleurs, au Petit ZPL, on a compris que c'est un peu notre 11 septembre local. Après des mois d'enquête, notre cellule d'investigation a retrouvé le coupable de cet acte honteux. Interview exclusive.

GdT : Vous n'avez pas honte ?

XX : Ah non ! J'ai fait ça avec beaucoup d'amour et de plaisir.

GdT : Même devant tout l'émoi que cela a suscité chez les Palaisiennes et Palaisiens, vous ne vous dites pas « mon Dieu, qu'ai-je fait » ?

XX : Non, ça me fait plaisir que les gens réagissent autant. Par contre, ça me rend triste qu'ils critiquent la forme et non le fond. Je trouve ça malheureux. Le maire, lui, il est dans son rôle, évidemment il ne va pas critiquer le fond. Ça serait un aveu de faiblesse. Les élu-e-s, ils font comme lui, ça peut se comprendre. Mais les citoyen-ne-s lambda* (voir lexique p.10), c'est malheureux, c'est dû à leur éducation, à leurs préférences politiques. Mais c'est cool à faire ! J'invite tout le monde à s'y mettre,

Suite p.8





TOUT CE CI N'ÉTA

LASTEYRIE, LA FORCE TRANQUILLE

À Zopal, cela fait quelques années qu'on est déjà bien tranquille : fermeture du Ferry, caméras de vidéosurveillance, disparition des bancs mal famés, blocs anti voitures-bélier... Mais Lasteyrie, ça ne lui suffit pas. En anesthésiste consciencieux, voilà qu'il nous administre une nouvelle dose de tranquillisant : c'est sa nouvelle bonne idée, juste à côté du RER B, à la place d'un ancien restaurant japonais, l'ouverture d'ici cet été d'une « maison de la tranquillité et de la sécurité publique ». Mais c'est quoi donc ? Autant vous le dire tout de suite, la tranquillité pour la mairie, elle porte l'uniforme : « il s'agira d'un local où seront regroupés des policiers municipaux, des policiers du commissariat et des agents du groupe de protection et de sécurisation des réseaux, [la police de la RATP]. » [1] Le public pourra y être accueilli et des plaintes devraient pouvoir y être déposées. Mais attention pas trop, ça pourrait faire mal au

bilan du commissaire Vallence (voir « Vallence fait tapis »).

« Maison de la tranquillité. » On est fan de ce concept. D'abord, on apprécie le double euphémisme. Parce que quand la tranquillité est assurée par des flics, on appelle ça du maintien de l'ordre ou de la répression. Et parce que si tu es dans un local avec des policiers dedans, t'es pas à la maison, t'es au commissariat.

On aime aussi toute l'idéologie qui va avec. D'abord, l'obsession libérale du regroupement des services publics en « pôles », soi-disant plus efficaces et plus proches des citoyens mais surtout plus économiques. On rappelle que si les différents acteurs du maintien de l'ordre sont aujourd'hui séparés c'est parce qu'ils n'ont pas la même formation, ni le même statut, pour la bonne raison qu'ils n'ont pas la même mission.

Enfin, c'est la vision du sécuritaire qu'on adore : la ville est un grand espace à contrôler et à aseptiser. Pour ce faire, il faut rendre invisible certaines populations jugées indésirables parce qu'imprévisibles, bruyantes et de mauvais goût ... les jeunes ou les pauvres par exemple. Et la tranquillité est un parfait outil pour légitimer le fait de s'en prendre à eux. Bah oui, parce que si le problème de la ville c'est la tranquillité, pas besoin de régler celui de la ségrégation territoriale, il suffit que les pauvres restent chez eux. Pas besoin non plus de lutter contre la délinquance en col blanc car, elle, elle ne fait pas de bruit.

Mieux, on peut même dire que ce sont les habitants qui le demandent. À Nantes, la première ville qui a eu cette belle idée de la « maison de la tranquillité », Gilles Nicolas, adjoint à la sécurité de la mairie, l'annonce d'ailleurs placidement : « Les

Nantais ont compris les missions de notre police. La moitié des sollicitations concerne des problèmes de voisinage et nuisances sonores* (voir lexique p.10). Un petit quart touche aux stationnements gênants, et environ 10 % pour signaler des regroupements. » [2] C'est marrant mais on sent que ce ne sont pas les riches qui seront les premiers visés. Et puis quoi de plus beau que des citoyens qui aident la police en se dénonçant les uns les autres !

Vous l'aurez compris, la maison de la tranquillité, c'est l'obsession sécuritaire à la mode start-up, la répression oklm.

[1] Le Parisien.fr, Palaiseau : la police municipale et la police nationale renforcent leur collaboration, 17-03-2019.

[2] 20minutes.fr, Nuisances, stationnement... La maison de la tranquillité publique fait le plein de réclamations, 05/09/17

SIOM ET PROPAGANDE



Propagande intensive du SIOM auprès des bambins, histoire de récupérer la crédibilité perdue auprès de leurs parents. En 4 mois, 3 interventions à l'école R. Ferdinand. La dernière était délicieuse. C'est un clown qui est venu sensibiliser les enfants quant aux excès de la société de consommation et à la nécessité de réduire nos déchets. À la fin de l'intervention, les enfants ont reçu... tout plein de goodies en plastique... et... des badges « jaunes pour les garçons, roses pour les filles ».

VALLENCE FAIT TAPIS

Si vous avez loupé le *Palaiseau mag'* du mois d'avril, vous avez de quoi avoir le seum. On y trouvait notamment une double page spécial sécurité, avec en guest star, une interview du commissaire Vallence ! Vallence, c'est ce héros local qui soutient sans équivoque chaque décision du maire en matière sécuritaire. Il avait d'ailleurs courageusement appuyé l'initiative municipale de création d'une ligne directe entre la police et les commerçants : « Au 17 il n'y aurait pas forcément eu de réponse face à un sentiment de crainte, sans faits précis », reconnaît le commissaire Vallence. « Cela pouvait donner l'impression d'une impuissance du service publique. Là, on est vraiment dans le bien vivre ensemble, on évite que la situation se détériore. » [1] Visionnaire le mec.

Avallence de bons résultats

Donc pour le mettre à l'honneur, le *Palaiseau mag'* lui a offert une place de choix dans ses colonnes, où il a pu dire tout le bien qu'il pensait de l'implantation de 34 caméras, bientôt 43 askip'. Scoop du *Palaiseau Mag'* : il trouve ça top, et dit que son pote le maire fait du bon boulot. Les plaintes ont été réduites, passant de 632 en 2014 à 498 en 2018 ! « Ce travail est facilité à Palaiseau car la mairie a investi dans du matériel de qualité ». À 3 000 balles l'unité, et 250 euros le mètre pour creuser les tranchées (selon J-P Madika, maire-adjoint en charge de la sécurité), l'addition est tout de même salée, pas loin des 1,2 millions d'euro. Les rageu-se-s diront sûrement que « la vidéosurveillance conduit souvent à un simple déplacement de la délinquance. À titre d'exemple, le trafic de stupéfiants, qui se déroulait là où des caméras ont été installées, se déplace de quelques rues. En clair, le problème reste entier, il ne se déroule simplement plus au même endroit » [2].

Mais c'est pas ces conneries de gauchistes qui vont décourager notre papa-poulet (relire notre brève, *Le Petit ZPL* N°5), même s'il est quand même plus évasif quand les journalistes pointilleux du

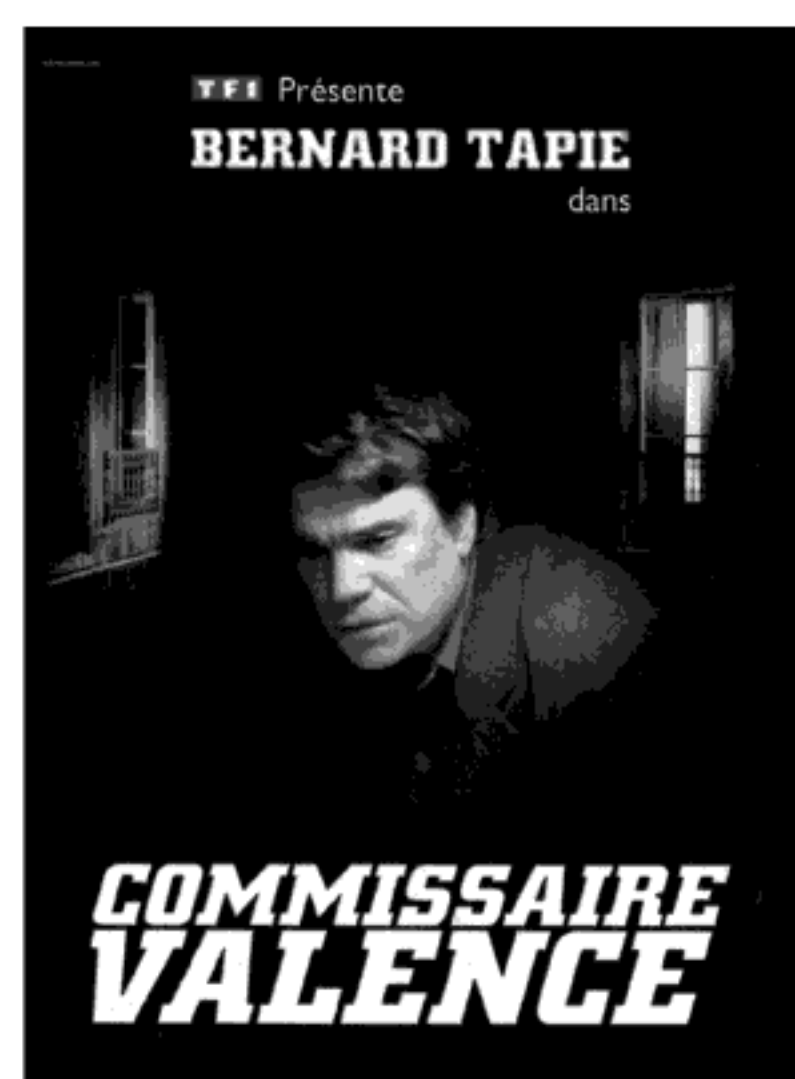
magazine municipal lui demandent s'il a « déjà résolu des affaires à Palaiseau grâce à son utilisation [de la vidéo-surveillance] ». Là, les chiffres sont moins précis : il répond « beaucoup, oui » et nous cite deux exemples tirés du képi. Bon, c'est peut-être plus léger en terme d'argumentaire chiffré, mais nous on s'en fout, on le croit sur parole notre comicounet. Y paraît quand même qu'en 2017 dans une ville comme Marseille, les caméras n'ont élucidé que 0,18% des cas [2]... Mais les chiffres on en fait c'qu'on veut, hein !

Municipale 2020 : Vallence adjoint à la sécu ?

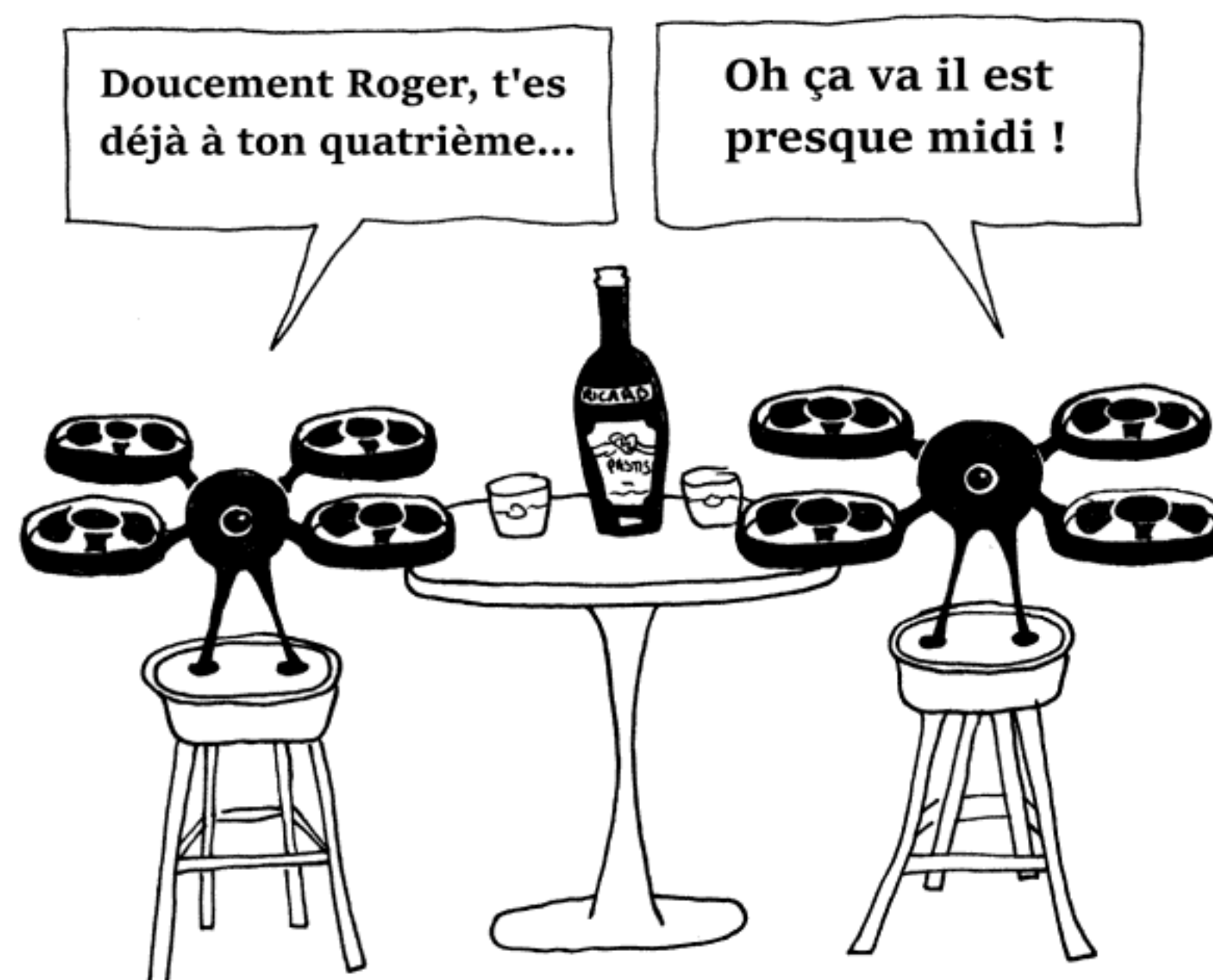
Vraiment c'est incroyable ce qui se passe à Zopal. Des sociologues nous disent que les caméras ça marche pas, la Grande-Bretagne, pays précurseur en matière de vidéo-surveillance s'il en est, abandonne progressivement cette technique, et même les services secret english, Scotland Yard, remettent en question son supposé effet dissuasif (voir notre article Épie quoi encore, *ZPL* #4)... Mais balek ! Chez nous ça fonctionne ! Et ça, c'est grâce à notre volaille premier choix, qui à n'en pas douter, tire son inspiration des meilleurs... pour la carrière politique aussi ?

[1] Le Parisien, 13/12/17

[2] Laurent Mucchielli, 23/03/2018, *Libération*



DRONES : LES POULETS VOLENT !



Depuis la nuit des temps routiers, l'Essonne a toujours été à la pointe de l'innovation concernant la répression des automobilistes. Rappelez-vous, c'est à la Ville-du-Bois qu'avait été inauguré le tout premier radar de France qui, je cite : « prend par derrière tout ceux qui dépassent les 70 km/h. » [1] Aujourd'hui encore notre cher département nous prouve son incroyable docilité* (voir lexique p.10).

Après les différentes expériences de radars mobiles embarqués, il semblerait que la volaille nationale ait trouvé ses nouveaux œufs d'or en terme de contrôles routiers. Une idée pondue tout droit du turfu : les radars drones. Cette expérience première en son genre en Île-de-France s'est déroulée entre l'A6 et l'A10 à hauteur de Chilly-Mazarin [2]. Ces nouveaux joujoux de la police avaient pour but de vérifier les comportements liés aux deux roues sur un secteur réputé « particulièrement accidentogène » [3] comme ils disent. Résultat des courses, plus d'une trentaine de motards verbalisés par

ces nouveaux engins célestes, deux fois plus qu'un contrôle classique. Entre 90 et 135 euros, d'amende ça en fait des vies sauvées. Une affaire très juteuse qui permet ainsi de faire oublier les radars fixes en partie détériorés.

Plutôt que d'investir dans des infrastructures vieillissantes (routes, hôpitaux, casernes de pompiers), la préfecture préfère investir dans des technologies coûteuses mais surtout rentables. Sauver des vies d'accord, mais coffres et portefeuilles d'abord.

Conducteurs, conductrices, ouvrez l'œil et le bon ! La menace vient maintenant du ciel.

[1] « Les radars en Essonne », infos, radars.free.fr

[2] lefigaro.fr - 16/05/2019 « Essonne : Des drones pour contrôler la conduite des motards »

[3] Actu-Mag.fr - 18/05/2019 « Chilly-Mazarin : Des drones utilisés pour contrôler les motards en infraction »

À PALAISEAU, LE PS RETROUVE DU CRÉDIT !

Voilà qui devrait contribuer à l'embellissement d'« une des plus belles artères de l'Essonne » [1]. C'est avec soulagement qu'on apprend qu'à la place de l'ancien siège du PS, la rue de Paris hérite de la société « Crédit Courtier de France ». Nous sommes sûr-e-s que cette dernière saura nous rappeler les très riches heures de ce beau parti « adversaire de la finance » qui a tant fait pour la gauche de droite.

Et la lecture du site internet de la société finit de nous rassurer. Comme jadis le PS, Crédit Courtier de France est en effet « expert en solutions financières ». Et tout comme les socialistes* (voir lexique p.10), ceux qui y travaillent cherchent à « optimiser [...] les conditions du marché. » Ils constituent donc un vrai « réseau commercial d'experts ».

Bref, ce n'est pas demain que le socialisme* sera le cheval de Troie du capitalisme !

[1] LeParisien.fr - 13/12/2017 : À Palaiseau les commerçants ont une ligne directe avec la police





IT QU'UNE BRÈVE

MÉPRIS DE CLASSES

UN PETIT, PAS POUR LA VÉRITÉ, UN GRAND PAS POUR MONTCHALIN

Gros malaise chez les profs de tout poil de Palaiseau. Les réformes à tous les étages, de la maternelle au lycée, ça leur a mis pas mal le seum. Alors ils ont fait une petite manif' dans les rues de Zopal.

Alors tout le monde a beaucoup aimé le petit couplet sympa qui défend « le principe de réalité consistant à ne pas laisser les élèves du lycée profession-

de l'enseignement supérieur, qui avait entonné ce petit air pour nous convaincre que Parcoursup c'était super. À l'époque, elle nous avait bien

Cela dit, en grande artiste, Mme Rilhac ne s'est pas arrêtée là : elle a proposé des variations. Même thème, le mépris en plus : « On ne va pas se mentir, un élève en bac pro Gestion Administration ne fera jamais math-sup math-spé, il fera un BTS en 3 ans. » (Normalement, un BTS c'est en deux ans, mais on sait bien que les bacs pros, c'est que des feignasses et que ça redouble tant que ça peut.)

« Vous pouvez compter sur toute mon énergie et engagement pendant les cinq prochaines années » qu'elle disait pour nous remercier. Pourtant, Amélie de Montchalain va dorénavant « mobiliser toute son énergie à appliquer le projet [européen du président]. » Elle a en effet obtenu un joli poste de secrétaire d'État aux Affaires européennes.

En fan des grands débats, la mairie a alors proposé une rencontre entre des élu-e-s, des profs et des parents. Et côté élu-e-s, il y avait de la Guest Star : Stéphanie Atger, qui succède à Amélie de Montchalain, et Cécile Rilhac, députée LREM de la 3ème circonscription du Val d'Oise.

Et elle, elle a vraiment chauffé la salle.

Elle a commencé par faire ses gammes au pipeau sur l'École de la Confiance. Terrain connu pour elle, pas moins de 12 interventions lors du débat à l'Assemblée. Mais de fil en aiguille, on est arrivé sur la réforme du lycée.

C'est là où l'artiste a atteint des sommets. Parce que ça, c'était un peu plus de l'impro pour elle. Et les vrais mélomanes le savent, c'est l'improvisation qui permet vraiment à la musicienne de s'exprimer, c'est là qu'elle nous dévoile qui elle est vraiment, qu'elle joue avec ses tripes, quoi ! Et personne n'a été déçu.



nel se bercer d'illusions sur leur réussite dans l'enseignement supérieur. » Les spécialistes y reconnaîtront une reprise en forme d'hommage à Frédérique Vidal, la ministre

expliqué en mineur et en majeur qu'un bac pro, c'était quand même fait pour rater sa scolarité mais que c'était pour leur bien.

Avec une interprète comme ça, on imagine bien que la foule était en délire. C'est la marque des grand-e-s, Cécile Réac a continué à enchaîner les coups de génie. Pour justifier que les élèves des sections Pro allaient perdre une grande partie de leurs enseignements généraux (maths, français, langues), une fulgurance : « L'enseignement général sera au service du professionnel. Le professeur de français sera bien utile avec ses collègues pour lire les recettes ou les notices. » Les profs de math, quant à eux, ils expliqueront « le fonctionnement des machines ». La littérature et les maths, c'est bien connu, ce n'est pas pour les futurs pauvres. Pas d'abstraction pour les pros : des bouillons et du bouillon. Même le maire il était tout ému, c'est dire !

Domage, parce que ça avait l'air cool comme job, députée : « diagnostiquer, expérimenter, évaluer » pour « suivre les lois » dans leur application. So 'nouveau monde' ! Et puis, être députée, c'était surtout « travailler avec et pour [nous], rester un réel relais, [notre] porte-voix pour notre circonscription à l'Assemblée nationale. »

Maintenant, Mme de Montchalain est plutôt le porte-voix de M. Castaner. À propos du 1er mai et de l'incident de la Pitié-Salpêtrière, elle affirme avoir « surtout entendu des équipes médicales terrorisées. » Un témoignage que l'on aurait vite fait de « diagnostiquer, expérimenter, évaluer » en disant qu'il est grossièrement faux. Outre les vidéos qui sont venues démentir la version officielle, une aide-soignante déclarait en effet : « on ne s'est pas senti plus agressé que ça. »

De pieux mensonges en petites contrevérités, d'aucuns diraient qu'elle nous a pris pour des trempins. Mais nous, on la connaît bien, l'opportunisme politique, c'est pas son genre.

Chapeau l'artiste.

QUELQUE CHOSE QUI NE TOURNE PAS ROND



Il y a une quinzaine d'années, il y avait un p'tit garçon qui jouait toujours au ballon rond. C'était un de ces garçons obsédés par le foot, vous savez ces p'tits galopins qui jouent tout le temps, partout, en club, à la récré, au parc, et même parfois n'importe où, et même parfois, là, juste en bas de chez eux, au square des Champs Fréauts, par exemple. Il y avait une fois un petit garçon comme ça qui s'appelait Benjamin Mendy. Ce p'tit garçon a bien grandi, il a poussé avec un ballon rond dans les pieds, sur le gazon, sur les stabilisés, dans le square et dans la rue. Il a tellement poussé qu'il est devenu un grand joueur professionnel et il a tellement poussé que l'été

dernier il est devenu champion du monde de football. Il est vrai qu'il n'a pas beaucoup participé, mais il était un peu blessé. Comme il a grandi à Palaiseau, l'USP était fière, beaucoup de Palaisien-ne-s étaient enchanté-e-s, et comme le maire aime la fierté, les gens qui réussissent et l'enchantement sportif, il a invité Benjamin pour brandir la coupe du monde à ses côtés. On a même inauguré un terrain Benjamin Mendy, au stade Georges Collet, c'est le terrain d'honneur, verdoyant de fierté. En revanche, au square des Champs Fréauts, là où Benjamin jouait très souvent, il y a désormais un triste écriteau. Dessus il est inscrit : « interdit de jouer aux ballons ».

OH, LE VILLANI MENTEUR ?

« Après de nombreux échanges avec citoyens et experts, j'ai fait le choix de ne pas voter la loi anti-casseurs. » (1) Cédric Villani, mathématicien, lauréat de la médaille Fields, député LRM de l'Essonne autoproclamé pas godillot. Bam !

blée, c'est que t'es en « réflexion intérieure ». Déso mon poto, on regrette, on savait pas.

Alors quoi ? Un gros mensonge ? Villa' nie.

Et de télé en radios, il nous a bien expliqué pourquoi il s'était abstenu. D'abord, cette décision a nécessité « beaucoup de réflexion intérieure. » (2) On imagine les nuits sans sommeil, les journées où, rongé par le doute, notre pauvre Cédric errait sur les bords de l'Yvette. Et nous, franchement pas sympas, on se moquait. C'est pas que tu sièges pas à l'Assem-

Cette noble décision, c'est un peu grâce à nous. En effet, voter cette loi ça aurait été « se couper » de ses électeurs et « [briser] le lien de confiance » qui l'unit à eux. Notre député a reçu des « messages en forme de supplication. » Les supplications, c'est comme les yeux implorants d'un faon malade, t'es obligé de dire oui. Pour la loi sur l'immigration, par contre, le faon était en vacances et du coup Cédric était en « réflexion intérieure », il n'est pas venu.

En fait, notre mathématicien révolutionnaire était encore en pleine « réflexion intérieure », il était absent ce jour-là. Et comme « l'abstention* par procuration », c'est un concept un peu flou, il y a eu gros malentendu : voilà-t-y pas qu'on l'a fait voter « Pour » à l'insu de son plein gré !

Mais Cédric, il a appris des travailleurs du SIOM, il lâche rien ! Alors il a tenu à faire une « mise au point. » Maintenant, sur le site de l'Assemblée, c'est bien marqué qu'il « avait voulu s'abstenir* volontairement. » (Ouais parce que les autres fois, il s'est abstenu* sans le faire exprès) Alors on est d'accord, ça ne change rien au vote qui est irréversible(4) mais ça évite de briser le cœur aux petits faons malades et ça fait plus propre sur son CV de futur candidat à la Mairie de Paris : Cédric Villani, mathématicien, lauréat de la médaille Fields, député qui réfléchit à l'intérieur mais ça se voit pas à l'Assemblée.

Bref, n'empêche, notre député s'est courageusement abstenu*. Remarquez, il aurait pu voter « Contre » le Che'dric, mais « il garde son soutien plein et entier » au ministre de l'intérieur et aux forces de l'ordre. De toute façon, l'abstention* (voir lexicque p.10) c'est le début de la révolution.

Mais il faut se méfier des grandes déclarations, on est souvent déçu. En effet, si vous allez sur le site de l'Assemblée Nationale, vous verrez avec surprise que le député Villani a voté « Pour » la loi anti casseur. (3)



(1) Compte twitter officiel de Cédric Villani.
 (2) Villani interrogé sur France Culture le 18/02/19.
 (3) [http://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/15/\(num\)/1662#G8](http://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/15/(num)/1662#G8)
 (4) Article 68 alinéa 4 du règlement de l'Assemblée Nationale.

TOUS ÉCOLO ? À PALAISEAU, UNE LEÇON DE GREENWASHING

C'est marrant cette manie de lier printemps et environnement. Chaque année, en avril ou mai, on se dédie, le temps des cerises, au sort de l'environnement et de la planète. À Palaiseau, « une ville à la campagne », on vit dans une de ces villes qui ont compris. Pour découvrir le pot aux roses général, secouons le cocotier local. En guise de récolte, trois dogmes : toutes les pollutions se valent, l'électricité (verte!) est LA solution, la smart city est l'inéluctable voie vers le salut de l'humanité. Explications à tout bout de champ.

D'abord, qu'est-ce que l'environnement ? À l'origine, étymologiquement, ça désigne les éléments naturels et artificiels qui nous entourent. La com' municipale en fait ses choux gras et cultive la confusion. Notre environnement, c'est notre « cadre de vie ». Pas le biotope sans lequel l'espèce humaine ne peut vivre. Par exemple, si on se réfère au discours municipal, lutter contre la pollution c'est essentiellement s'occuper « des incivilités ». La pollution de l'air, des sols, de l'eau en est quasi absente presque ignorée (voir Greg'aux pouces verts). Fleurir égale préserver l'environnement, pas simpliste le maire. Cette définition fourre-tout de l'environnement est bien pratique pour notre politique. Elle permet d'introduire dans le discours des égalités fantaisistes et boiteuses et de se gargariser par tous les moyens possibles sur des actions relativement vaines ou carrément hors-sujet.

En vert et contre nous

Sur le Plateau, les immeubles poussent comme des champignons ? Des sols de grande qualité sont artificialisés et perdus ? Pas grave, on fleurit, on embellit, on illumine des arbres la nuit. C'est kif-kif, ça vaut. Compositions et massifs fleuris, arbustes, mobilier urbain rénové, le programme de la mairie est aux petits oignons. Le site Internet de la ville ose même le concept de « fleurissement durable » dans son onglet « développement durable » (1). Et qu'on ne ricane pas, le budget embellissement est en hausse depuis le début du mandat et on est passé au zéro phyto (herbicides et autres produits chimiques). Bientôt, on sera en bonne place du palmarès des villes les plus vertes de France (2).

L'environnement est pollué ? T'inquiète, la Brigade Verte est opérationnelle. Son rôle ? « Prévenir et verbaliser les gestes qui polluent l'espace public » (3) comme « les déjections canines, dépôts sauvages, tags » (4). Parce que « c'est chacun à son niveau » (5). Les gens, ils sont plus que responsables, faut les culpabiliser et par tous les moyens. C'est pour ça que le maire, il en a parlé dans deux édits en huit mois. On est dans l'urgence climatique, vous voyez ? Par contre, le maire a complètement zappé de mettre les entreprises, commerces du coin au boulot. C'est le dernier de ses soucis, la priorité c'est toi, t'es responsable à cause de ton comportement de crado.

Ce qui est bien avec l'embellissement de l'« environnement », c'est que c'est visible. Ça sent bon le proprinet, le net plus ultra pour gens pas fadas.

Pédale propre !

Tout le monde le sait : prendre sa gova* (voir lexique p.10) pour aller au boulot, ça pollue. Il faut privilégier les transports en commun et les mobilités douces* (voir lexique p.10). Ça tombe bien, la mairie compte être « leader » en la matière. D'abord, y'a le Comité Plan vélo (6). Il a pour mission essentielle de développer le réseau cyclable. Forcément du coup, y'a le plan qui va avec. Le Plan Vélo propose notamment une aide à l'achat de vélos électriques (voir notre encart). Zoov et Wetrott, deux start-up, proposent quand à elles des engins électriques en accès libre (mais pas gratuit). La mairie met en place, quatre jours par semaine, une navette électrique à l'œil entre le quartier Camille Claudel et le centre-ville. D'ici une dizaine d'années, promis, tout va changer.

2030 ? Vers l'infini et au-delà

Les participant-e-s aux ateliers Palaiseau 2030 se reconnaissent-ils dans le hors-série du *Palaiseau mag'* du mois de mai ? Ce qu'on y lit, ça vient vraiment d'eux ou c'est de la propagande ? Déjà, on peut dire que, le maire, il est visionnaire. Il a tellement intégré les prévisions du GIEC, qu'il nous promet un café « made in Palaiseau » (7). Quoi ? Le Chiapas au coin de la rue ? Trop bien ! Et puis, il en a aussi profité pour nous rassurer. Ainsi, la sous-préf aura trouvé sa place de rêve sur le plateau et on pourra y aller pépouze en skate électrique.

Au lycée international également grâce à un combo de nouveaux modes de déplacement tous électriques. On est vert-e, y'a pas natation électrique ! Mais pas de panique, on mangera 100% de produits palaisiens. Parce que le maire il est avant-gardiste sur l'agriculture aussi. Il sait bien que produire dans les champs c'est pas smart. Et qu'agriculteur ça rime pas avec city. Dans le turfu, quelques bacs « partagés » rue de Paris suffiront « grâce à l'effort collectif » à nourrir la population. En 2030, preuve qu'on avait compris les enjeux, les derniers lopins de terre agricole du plateau de Saclay sont bétonnés.

consommatrice d'eau). Ensuite, faut transporter l'éolienne, et vu la masse, c'est convoi exceptionnel sur la route des vacances. Sur place, installation des socles et mâts en béton.

Le sable est l'ingrédient principal du béton, ce matériau devenu si banal. C'est la deuxième ressource naturelle la plus consommée au monde. Il est très souvent importé et produit par extraction dans le lit de fleuves, rivières ou plages. Cela provoque une salinité de l'eau qui affecte les activités nourricières comme la pêche ou l'agriculture. De plus, même si on dirait pas,

tuse et court-termiste qu'ils s'imaginent archi-futuriste et novatrice. Simplification à l'extrême, entretien de la confusion sémantique, culpabilisation des personnes sont, en fait, révélateurs d'une pensée passiste et intéressée.

Sabrina Belbachir

(1) et on s'y extasie de désherber bio... à l'électricité !

(2) Ce palmarès est publié par l'observatoire des villes vertes, organisation regroupant les entreprises du paysage et des responsables « espaces verts » de villes. Les critères d'attribution sont l'accessibilité du patrimoine vert, les investissements, la préservation de la biodiversité et l'entretien. En 2017, les villes d'Angers, Strasbourg et Nantes avaient été récompensées.

(3) *Palaiseau mag'* mai 2018, édito du maire.

(4) *Palaiseau mag'*, novembre 2017, édito du maire.

(5) *Palaiseau mag'* mai 2018, édito du maire.

(6) Voté en conseil municipal du 11 février 2019, il est composé d'élus municipaux, de représentants d'associations, des conseils de quartier, du monde éducatif, des entreprises et des commerçants

(7) Toutes les citations de cette partie sont tirées du hors-série du *Palaiseau mag'* de mai 2019

(8) selon la définition de l'académie française www.academie-francaise.fr/must-have

(9) centres de stockage des données numériques

(10) Tract municipal de promotion de la navette électrique, partie « les bonnes raisons d'utiliser la navette électrique »

(11) Voir chronique littéraire « Allô, J'arrive, bisous » Le Petit ZPL #5

(12) www.humanite.fr, 26/07/2016, « De la pénurie de sable au désastre écologique planétaire »

(13) Je distingue les besoins vitaux (manger, boire, s'abriter) des besoins fondamentaux (se soigner, s'épanouir, penser, etc.)

(14) *Palaiseau mag'* mai 2018, édito du maire.



En plongeant vers le turfu avec le hors-série, on atterrit direct à smart city* (voir lexique p.10), la ville intelligente. « Connectée à toutes vos attentes » grâce aux nouvelles technologies, askip, elle améliore votre vie quotidienne. Télémedecine, livraisons automatisées, systèmes de télédétection et de vidéosurveillance seront votre quotidien. Pour que ça fonctionne, des capteurs, connecteurs, bornes, antennes relais seront vos alliés. Votre smartphone, avec ses nombreuses applis super utiles, un indispensable ou plutôt un must-have. Cette expression anglophone a le mérite de dire clairement l'injonction. Celle de la mode, de l'obligation de subordination (8). Sans téléphone intelligent, on ne survit pas à Smart City. D'énormes serveurs et data centers (9) seront construits pour stocker, faire circuler tout ce qu'on aura capté. Et pour ça, on devra consommer et donc produire encore plus de courant. L'électricité, on en raffole, on en consomme à l'envi, on s'en gave. Mais, oh là, tranquille, on agit pour l'environnement. La preuve de notre prise de conscience ? Nos watts seront verts.

L'« électrique [...] respecte l'environnement » (10)

Sauf que, désolée, l'énergie verte, ça n'existe pas. Ou alors c'est l'énergie qu'on produit à la force de ses bras ou par traction animale. En effet, produire de l'électricité qu'elle soit nucléaire, fossile, éolienne, solaire ou hydraulique génère différents types de pollution et de misère sociale. Ainsi, par exemple, l'implantation d'une éolienne nécessite l'utilisation de tonnes de béton hautement ferraille sur une surface de 14 à 20 m². Ceci entraîne une artificialisation des sols et une pollution des eaux plus que durables. Sur le lieu d'implantation même, mais ailleurs aussi.

Reprenons, d'abord faut la construire l'éolienne, extraire les matériaux, les acheminer, construire les camions, les bateaux, les avions pour. Certains de ces matériaux, appelés terres rares, parcourent de longues distances. Leur extraction engendre guerres, paupérisation, travail des enfants (11). Après, faut avoir une usine, la fournir en énergie et en eau (l'industrie est une grande

le sable est une ressource rare (12). Ensuite, tout ce sable faut, lui aussi, le ramener sur le lieu de construction via de multiples lieux de stockage. Et puis, au bout de vingt ans - espérance de vie d'une éolienne - faut démanteler. Tout ça, c'est ce qu'on appelle l'énergie grise. Celle qu'on consomme et qu'on ne voit pas.

Cette manière d'évaluer l'impact de la production des énergies renouvelables peut être appliquée à l'eau ou à la consommation des sols et des ressources. Tout mis bout à bout, on a une vision bien plus claire sur ces soi-disant innovations technologiques qui vont nous sauver. On comprend vite qu'il n'y a aucune forme d'énergie verte. Toute production industrielle, renouvelable ou pas, est source de pollution. La question est justement comment ne pas trop consommer, économiser pour des usages fondamentaux (13).

L'exemplarité, une vision court-termiste

La fleur au fusil, Grégoire de Lasteyrie déclare que « c'est important d'être exemplaire » (14). Sauf que, comme bon nombre de ses compères et commères, il n'y entend rien, ni à l'exemplarité, ni à l'innovation. Finalement, sous couvert d'agir en faveur de l'environnement, le maire se paye une super page de pub. La lutte contre la détérioration de l'environnement devient un argument marketing. Elle est vidée de son sens, détournée de son objet. C'est ce qu'on appelle le green washing ou éco blanchiment. Les réponses annoncées ne sont pas des innovations. En plébiscitant des solutions aberrantes, la classe politique valide une inexorable fuite en avant. En célébrant la croissance verte, la smart city et les nouvelles technologies, les politiciens livrent un pamphlet pour une société capitaliste. Car le capitalisme adore l'électro-connectique et l'algorithme. On y retrouve ses totems : dogmatisme, croissance, consommation, et ses avatars : privations de liberté, paupérisation et dégradation de l'environnement, le vrai.

À Palaiseau, comme ailleurs, les élu-e-s se satisfont d'une vision très partielle, ob-

LASTEYRIE : LE FAKIR AUX POUCHES VERTS

Argument électoral s'il en est, l'actuelle municipalité se targue d'agir en faveur de l'environnement. Ainsi, Palaiseau s'engage, opère un « un virage » énergétique, consomme de l'énergie renouvelable et sert des menus bio aux scolaires.

Au chapitre énergie, on prend « des engagements forts ». Ainsi, le conseil municipal a voté une motion de soutien au pacte finance climat(1) qui ne l'engage à absolument rien. Et puis, on vise l'économie grâce à l'isolation de 17 bâtiments municipaux. Un nouveau contrat a été conclu avec la société Gaz Européen (anciennement Gaz de Paris). Le contrat « éco énergie » de « performance énergétique » permettrait de réaliser 30% d'économie d'électricité. Selon, le *Palaiseau mag'* l'électricité fournie serait 100% renouvelable. Pourtant, Gaz Européen ne communique absolument pas sur ce type de contrat. C'est franchement douteux dans le contexte actuel puisque que tout ce qui peut être qualifié d'« écolo » est un argument marketing de poids. L'absence de toute allusion à ces « bonnes pratiques », sur le site de Gaz Européen, nous autorise à penser que l'entreprise ne commerce pas d'électricité verte. Et qu'on nous raconte des histoires...

Dans la même veine, askip on consomme bio, local et labellisé dans les cantines scolaires de Palaiseau. Jusqu'à 80% selon le site de la ville et 50% dans le magazine municipal. Qu'est-ce que cela cache ? Pour se faire une idée, même incomplète, on est allé voir les 21 menus de mai 2019. Sur environ 80 plats (2), seuls 20 étaient soit labellisés soit bio. Ce qui ferait, au mieux, 25 %. Si on calcule par ingrédient, ce 25 % risque de se flétrir méchamment. Qu'est-ce que cela cache ? La mairie serait-elle nulle en calcul ? Ou amatrice de mauvais foie ?

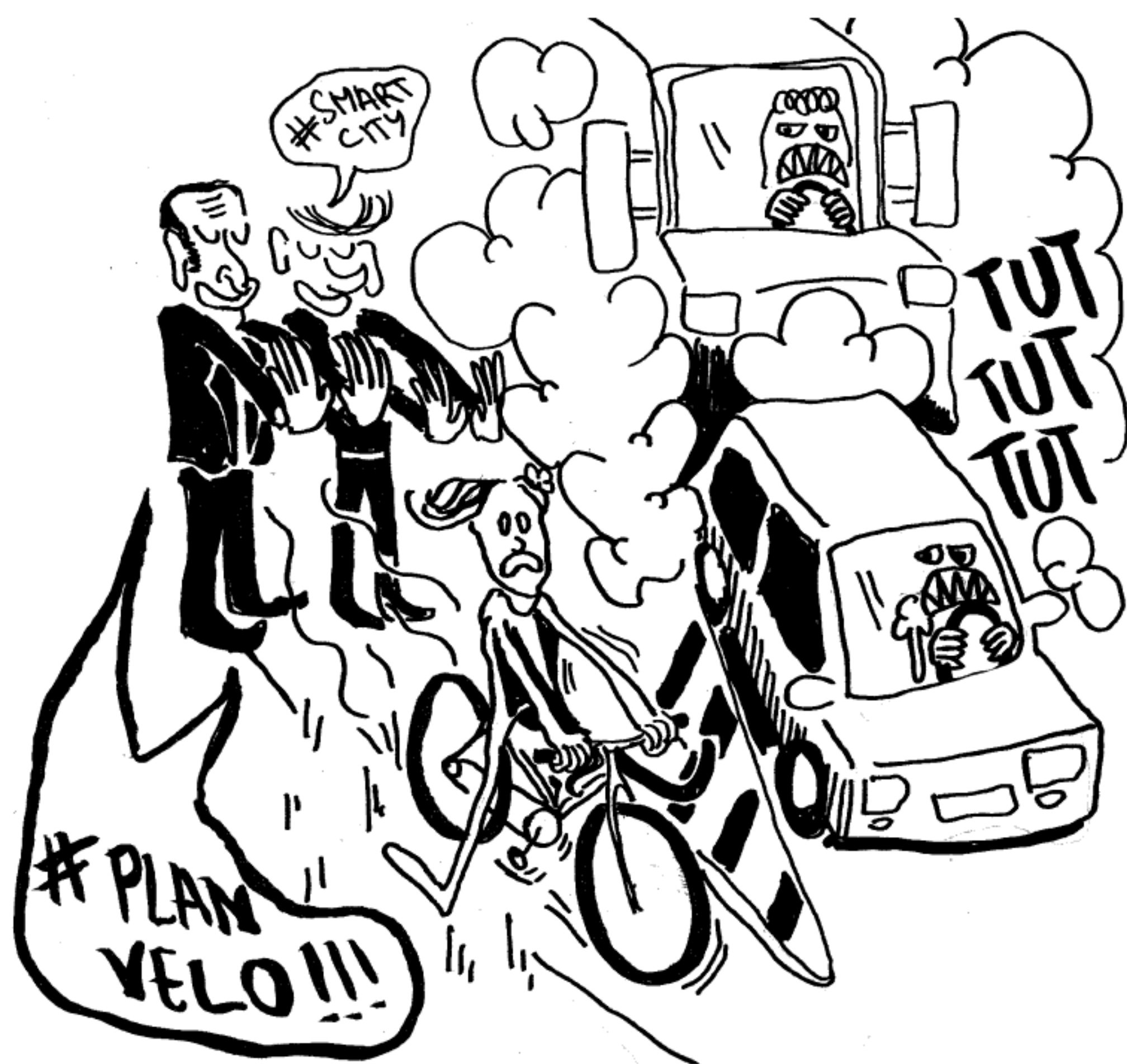
À travers la multiplicité des annonces approximatives voire mensongères de l'actuelle majorité municipale, que cherche-t-on à nous faire avaler ? Que le maire est doué de la prodigieuse faculté de transformer en vert tout ce qu'il se touche ?

SB

(1) Le pacte finance climat est promu par l'association *Agir pour le climat*. L'idée est de mettre la finance au service de la transition énergétique en mobilisant l'opinion publique. Les signataires ne s'engagent à rien et ne sont que de simples soutiens.

(2) Entrée, plat et dessert confondus

PLAN VÉLO OU ROUE DE SECOURS ?



Doté d'un budget de 100 000 euros pour 2019, le Comité Plan vélo risque de faire chou blanc (1). Nos ami-e-s cyclistes vont devoir se contenter de l'existant : 6,4 km de bandes (surtout en ville, là où c'est le plus dangereux) et 4,8 km de pistes cyclables (situées pour l'essentiel en bordure de plateau). Sachez qu'un kilomètre de piste cyclable, ça va chercher dans les 100 à 200 000 euros. Pour une bande cyclable, il faut compter dans les 7 000 (2). Je vous passe le coût des différents aménagements. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que l'impact du comité vélo sur la sécurité des cyclistes sera très limité pour ne pas dire nul.

Et puis, y'a le Plan vélo, le « coup de pouce à l'environnement ». Jugé « solide et ambitieux » par la com' municipale, il prévoit une aide financière à l'installation de locaux à vélo pour les bailleurs et copropriétés. Mais la mesure phare, c'est l'aide à l'achat d'un vélo électrique pour les particuliers. Une aide par famille, à hauteur 25% du prix d'achat, dans la limite de 200 euro maximum. Au magasin, les vélos à assistance électrique les moins chers sont vendus 800 euros. Pourtant, selon l'UFC « Que choisir », pour un vélo électrique robuste, avec une bonne autonomie, bien équipé (porte-bagages, éclairage, console, etc.), il faut compter entre 1400 à 3000 euros. Même en bénéficiant de l'aide municipale, notre cycliste en herbe devra donc déboursier entre 600 et 2800 euros. En réalité, il y a de grandes chances que cette mesure profite exclusivement à des personnes qui avaient déjà décidé de s'équiper.

S'il s'agit de favoriser les déplacements à vélo à grande échelle, pourquoi ce plan ne rembourse-t-il pas l'achat d'un vélo normal ? Un vélo à assistance musculaire ? Un vélo sans batterie, sans GPS et autres gadgets ? Un vélo robuste, peu coûteux, facile à réparer ? Un vélo capable de trimballer plusieurs générations ? Pourquoi aussi se lancer dans la construction de parkings alors même que leur réduction est un levier pour réduire l'usage de la voiture ? Le maire se félicite de la construction de deux parkings en centre-ville (l'un de 60 places (Tronchet, en souterrain), l'autre de 250 places. Quand on sait qu'un parking aérien coûte en moyenne entre 3000 euro HT et qu'en souterrain cela s'élève à 30 ou 40 000 euro (3), on se rend compte du ridicule du budget plan vélo. On réalise surtout à quel point le vélo est un faire-valoir destiné à verdir le bilan de l'actuelle équipe municipale qui n'a franchement rien d'écolo.

SB

1) Sur le site de la ville de Palaiseau

2) Créé dès 1989, le club des villes cyclables est un réseau de collectivités territoriales engagées pour l'usage du vélo au quotidien, dossier spécial coûts, in Vélocité n°88, décembre 2006.

3) Fédération des Villes de France, EFFIA, dossier Le stationnement, enjeu de mobilité urbaine, février 2013

LES POMPIERS, LA MAISON QUI BRÛLE

(suite de la p.1)

À une plus grande échelle, la fragmentation comprend également les moyens monétaires des casernes délégués, depuis 1996, aux budgets départementaux. En effet, les services d'incendie et de secours sont financés à 42% par les communes et à 58% par le conseil départemental. Ceux-là mêmes qui subissent de plein fouet la baisse des dotations de l'État. Une situation qui va vraisemblablement empirer, compte tenu du projet d'économie de 13 milliards d'euros que devront réaliser les collectivités locales d'ici 2022(8). Paradoxalement, les départements les plus touchés par la pauvreté et les moins attractifs verraient ainsi leurs moyens se réduire au détriment d'une population qui en a le plus grand besoin. C'est le cas notamment dans la Creuse où l'on compte seulement 60 pompiers professionnels pour environ 120 000 habitants. En comparaison, la ville de Palaiseau compte, elle, 43 pompiers professionnels pour une zone de 58 000 habitants. Et les pomplards d'ici galèrent déjà pas mal, alors imaginez. Plus absurde encore, « [Les services départementaux] sont obligés de s'endetter pour pouvoir être aux normes »(2) nous explique Emmanuel Loby. Plus les budgets baissent et plus la dette des SDIS se Creuse.

Couverture de survie pour cacher la misère*

Jeudi 20 décembre 2018, face à la mobilisation, le Conseil départemental de l'Essonne a signé avec l'intersyndicale un protocole d'accord qui engage le département à de nouvelles embauches, à l'effacement de la dette ainsi qu'au dégageant de 1,5 millions d'euros pour 2019. Selon le service communication du SDIS, cet accord a « su trouver satisfaction pour l'intersyndicale. » Les complications liées au métier ont-elles pour autant disparus ?

Si cela faisait très longtemps que de nouvelles sessions d'examen de pompiers professionnels n'avaient pas eu lieu en Essonne, de nombreux éléments portent à croire que cet accord fait plutôt office de cache-misère* (voir lexique p.10). Le premier élément à soulever est l'absence d'autonomie des casernes par rapport aux appels du SAMU. Selon Vincent*, pompier professionnel au centre de Massy-Igny, si cet accord va effectivement dans le bon sens,

« il faudrait surtout donner plus de moyens au SAMU ! » En effet, en Essonne, celui-ci transfère en moyenne 15% des appels, « les pompiers sont tributaires du service d'aide médical d'urgence » souligne le représentant du SPA

Concernant le service hospitalier, la difficulté d'accès au nouvel hôpital Paris-Saclay compliquera davantage la tâche des sapeurs-pompiers. En plus de baisser le nombre de lits disponibles pour les patients, la fermeture des sites hospitaliers d'Orsay, Longjumeau et Juvisy aura pour conséquence d'allonger les déplacements entre points de secours et lieux de transfert. Des retards qui diminueront donc les chances de survie en cas d'accidents graves. En effet, la N118, saturée aux heures de pointes, les pompiers pourraient mettre plus de 3 heures pour retourner à la caserne(9). Une perte de temps précieuse puisqu'ils seraient utiles à d'autres interventions, ailleurs que dans les bouchons. Et les gyrophares ? Interdits lorsqu'ils ne transportent personne ... Vous imaginez un véhicule d'urgence bloqué au feu rouge ? Jérôme François, pompier dans le 95, en témoigne à l'antenne de France Info : « lorsque l'on sait que chaque minute qui s'écoule c'est 10% de chance de survie en moins sur un arrêt cardiaque, ça pose question. »(6)

Face à cette sectorisation des budgets, des moyens et des statuts ne profitant qu'aux départements les plus riches, le syndicat SPA SDIS propose pourtant une solution : regrouper sous un même règlement budgétaire les différents services départementaux de secours, de sécurité civile, de douanes, etc.

Cette volonté de centralisation des budgets vise à mieux répartir les moyens de l'État et ainsi, à pouvoir redynamiser des territoires désertés par le service public. L'objectif de cette proposition est aussi de rendre le métier plus attractif pour les jeunes. Alors que les politiques publiques menées depuis 2008 promeuvent l'austérité sous couvert de crise économique, il s'agit d'une ébauche de réponse à contre-courant.

Malgré des avancées minimales, les sapeurs-pompiers subissent de front la désagrégation continue des services collectifs. Pris en étau entre les baisses de

dotations et la détresse d'une population qui les sollicite toujours plus, les sapeurs-pompiers se retrouvent souvent désemparés. À trop tirer sur la corde qui recoud le tissu social, c'est toute la misère qui remonte à la surface. Si les sapeurs-pompiers ne peuvent plus combler ces trous, qui éteindra le feu à leur place ?

Gabriel Gadré

(1) essonneinfo.fr, 10/12/18, « Les pompiers font du bruit et se font entendre », 23/12/18, « Sorties de conflit chez les pompiers essoniens »

(2) Entretien réalisé avec Emmanuel Loby, vice-président du syndicat SPA

(3) www.insee.fr/fr/statistiques/3291402 En 2014, en Île-de-France, la pauvreté s'est intensifiée dans les territoires les plus exposés, comme la Seine-Saint Denis

(4) Le Monde Diplomatique 03/17, « Les pompiers entre dévouement et amertume »

(5) Entretien réalisé avec Nathan, pompier exerçant entre Bobigny et le 93.

(6) www.francetvinfo.fr, 25/07/17 « Le taux de suicide chez les sapeurs-pompiers est bien plus élevé que pour la moyenne des Français »

(7) europe1.fr, 16/04/2016 « La loi du silence autour du suicide des pompiers »

(8) www.lefigaro.fr, 11/04/18, « Collectivités locales: Macron veut 13 milliards d'économies... mais ne s'en donne pas les moyens »

(9) Le Petit ZPL Vidéo « Fermeture d'hôpitaux en Essonne, vers la fin du service public ? »

PARIS-SACLAY UN PROJET COMPLET

Après la construction d'un bâtiment pour sauver le climat, en voici encore un pour sauver la biodiversité qui souffre de « l'artificialisation des sols due à l'extension des zones urbaines », le nouveau bâtiment de l'Institut Diversité Écologie et Évolution du Vivant. Bref, il ne manque que les gros camions des déménagements pour améliorer la qualité de l'air, la consanguinité de la population des zones de recherche intensive et favoriser une saine diversité sociale. Après quoi Paris-Saclay sera un projet complet.



CRA : Criminalisation et Répression Arbitraires

ILLUSTRATIONS PAR BERTILLE DE SALINS

EN FRANCE, L'ENFERMEMENT DES ÉTRANGERS.S SANS-PAPIERS ET DES DEMANDEURS D'ASILE EST CONFIE À TROIS TYPES DE STRUCTURES. IL Y A LES ZONES D'ATTENTE, SITUÉES DANS DES AÉROPORTS, GARES ET PORTS, OÙ LES ÉTRANGERS SONT RETENUS. IL EXISTE ÉGALEMENT DES LOCAUX DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE. LES IMMIGRÉS Y SONT RETENUS, SUITE À UNE GARDE À VUE, EN L'ATTENTE D'UN TRANSFERT EN CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE (CRA). DEPUIS AOÛT 2005, PALAISEAU ACCUEILLE UN CRA. NOUS VOUS LE FAISONS DÉCOUVRIR ICI, À TRAVERS LE TÉMOIGNAGE D'ANTHONY, QUI NOUS A RACONTÉ SON PARCOURS ET SON PASSAGE EN CRA.

ANTHONY* EST EN FRANCE DEPUIS 2000. IL AVAIT 10 ANS QUAND IL EST ARRIVÉ.

* LE PRÉNOM ET LE PAYS ONT ÉTÉ MODIFIÉS.

CÔTE D'IVOIRE
ABIDJAN

FRANCE

LA PREMIÈRE FOIS QUE JE SUIS ALLÉ EN CRA, C'ÉTAIT SUITE À UN CONTRÔLE DANS LES TRANSPORTS.

C'EST LE CAS D'1/3 DES RETENUS EN IDF.

LA DEUXIÈME FOIS, J'ÉTAIS À LA RUE, J'AI VOLÉ DES VÊTEMENTS, J'AVAIS FROID.

J'AI PASSÉ LA NUIT EN GARDE À VUE.

PUIS J'APPRENDS PAR LE COMMISSAIRE QUE JE SUIS SOUS LE COUP D'UNE OQTF.

SI J'AVAIS EU UN TITRE DE SÉJOUR, ÇA AURAIT ÉTÉ AU MAX UNE AMENDE.

TITULAIRE DE PLUSIEURS TITRES DE SÉJOUR NON RENOUELÉS À LA DATE DE SON ARRÊSTATION, IL A FAIT UNE FORMATION DE PLOMBIER/CHAUFFAGISTE.

JE RESTE 3 JOURS DANS UN LOCAL DE RÉTENTION (C'EST LA DURÉE MAX) AVANT DE PASSER DEVANT LA JUGE.

VOUS AVEZ VOLÉ.

C'EST 28 JOURS DU COUP.

RENOUVELABLE JUSQU'À 90 JOURS MAX.

AVANT C'ÉTAIT 45 JOURS MAIS DEPUIS MACRON C'EST 90 JOURS

J'ENTRE DONC AU CRA DE PALAISEAU.

JE SUIS ABATTU.

LES EMMERDES COMMENCENT.

OQTF

ALLEZ VOUS-EN!

RENTREZ CHEZ VOUS!

L'obligation de quitter le territoire français (OQTF) est la mesure principale d'éloignement qui concerne les étrangers. La décision est prise par le préfet, notamment en cas de refus de délivrance de titre de séjour ou de séjour irrégulier en France. Sous OQTF, les personnes sont sommées de quitter la France par leurs propres moyens dans un délai de 30 jours ou, plus rarement, sans délai. Un recours est toujours possible.

À L'ARRIVÉE AU CRA, AVEC LA GREFFIÈRE.

VOUS COMPTEZ RESTER EN FRANCE?

BIEN SÛR QUE JE COMPTE RESTER.

IL EXISTE 25 CRA EN FRANCE, ENVIRON 46 000 PERSONNES Y PASSENT CHAQUE ANNÉE. CELUI DE PALAISEAU DISPOSE DE 39 PLACES ET EST NON MIXTE.

EN 2017, UN RAPPORT DE LA CIMADE PRÉCISE L'ORIGINE DES PERSONNES RETENUES AU CRA DE PALAISEAU.

ALGÉRIE 12,5 %	AFGHANISTAN 10,2 %
TUNISIE 8,8 %	MAROC 8,3 %
ROUMANIE 7,7 %	CÔTE D'IVOIRE 4 %
PAKISTAN 4 %	SOUDAN 3,7 %
GÉORGIE 3,3 %	MOLDAVIE 3 %
AUTRES 34,5 %	

ON ME FOUILLE POUR VOIR SI JE N'AI RIEN DE DANGEREUX.

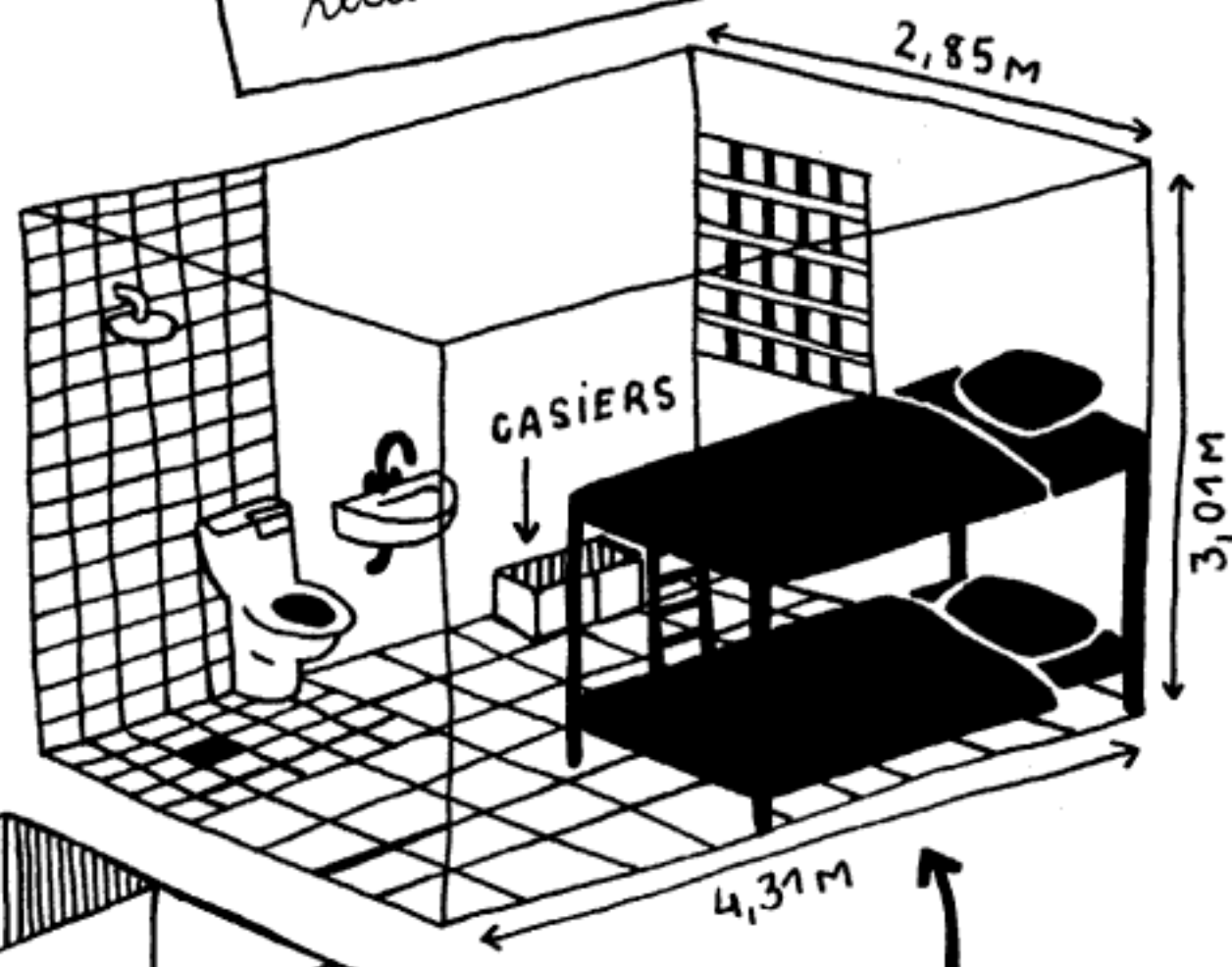
TU PRÉFÈRES ÊTRE AVEC UN AFRICAÏN OU AUTRE?

AFRICAÏN

IL N'Y A PAS DE PLACE AVEC LES AFRICAÏNS.

MOI JE PRÉFÈRE ÊTRE AVEC QUELQU'UN DE CALME.

PUIS IL ME DONNE TOUT CE QUI PEUT SERVIR POUR LA TOILETTE.



IL ME MET AVEC UN CROATE SEUL DANS SA CHAMBRE, QUELQU'UN DE TRÈS CALME.

IL PARLE UN PEU FRANÇAIS

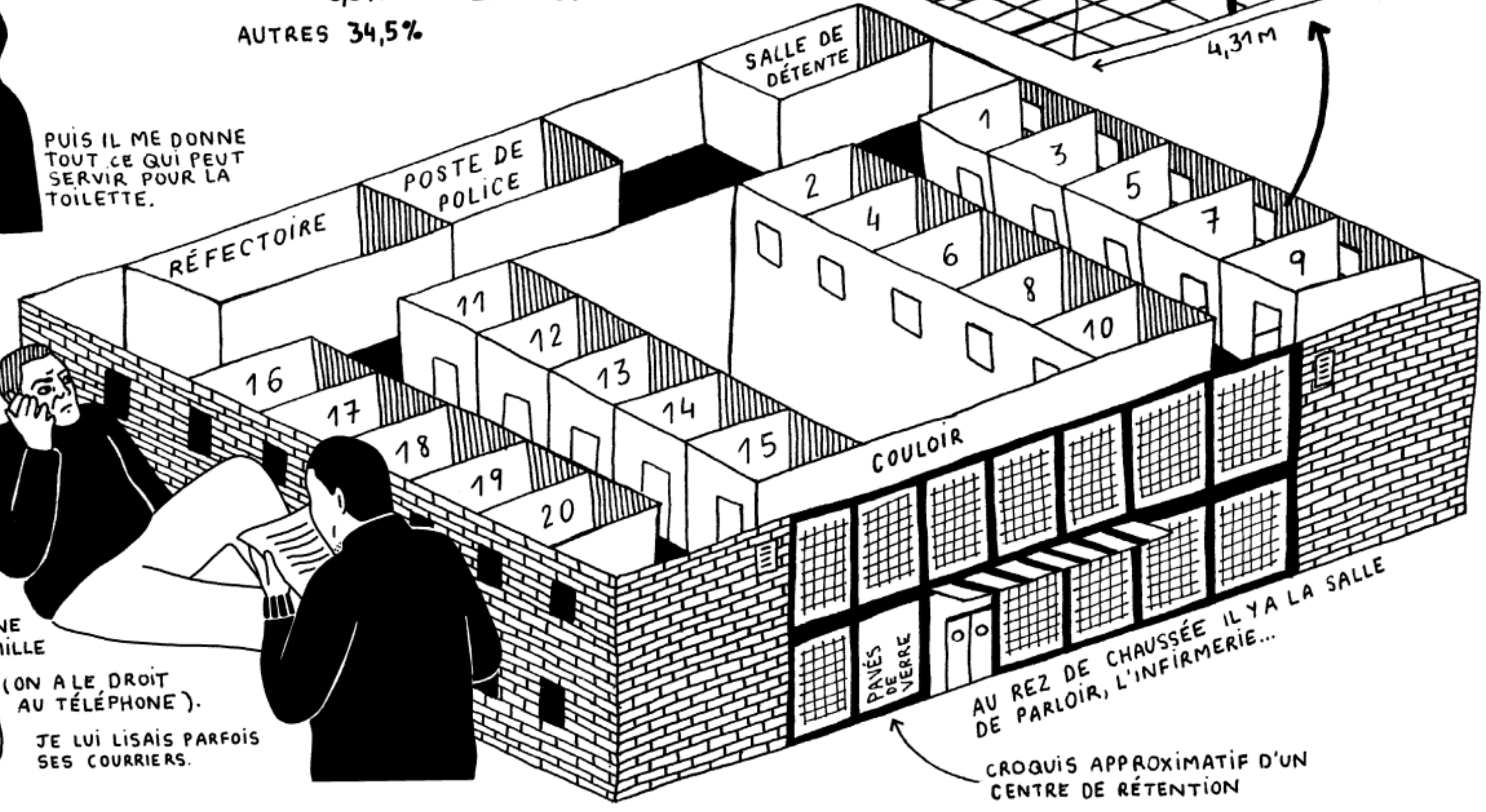
IL M'OFFRE DES CLOPES.

IL PASSE BEAUCOUP DE TEMPS AU TÉLÉPHONE AVEC SA FAMILLE

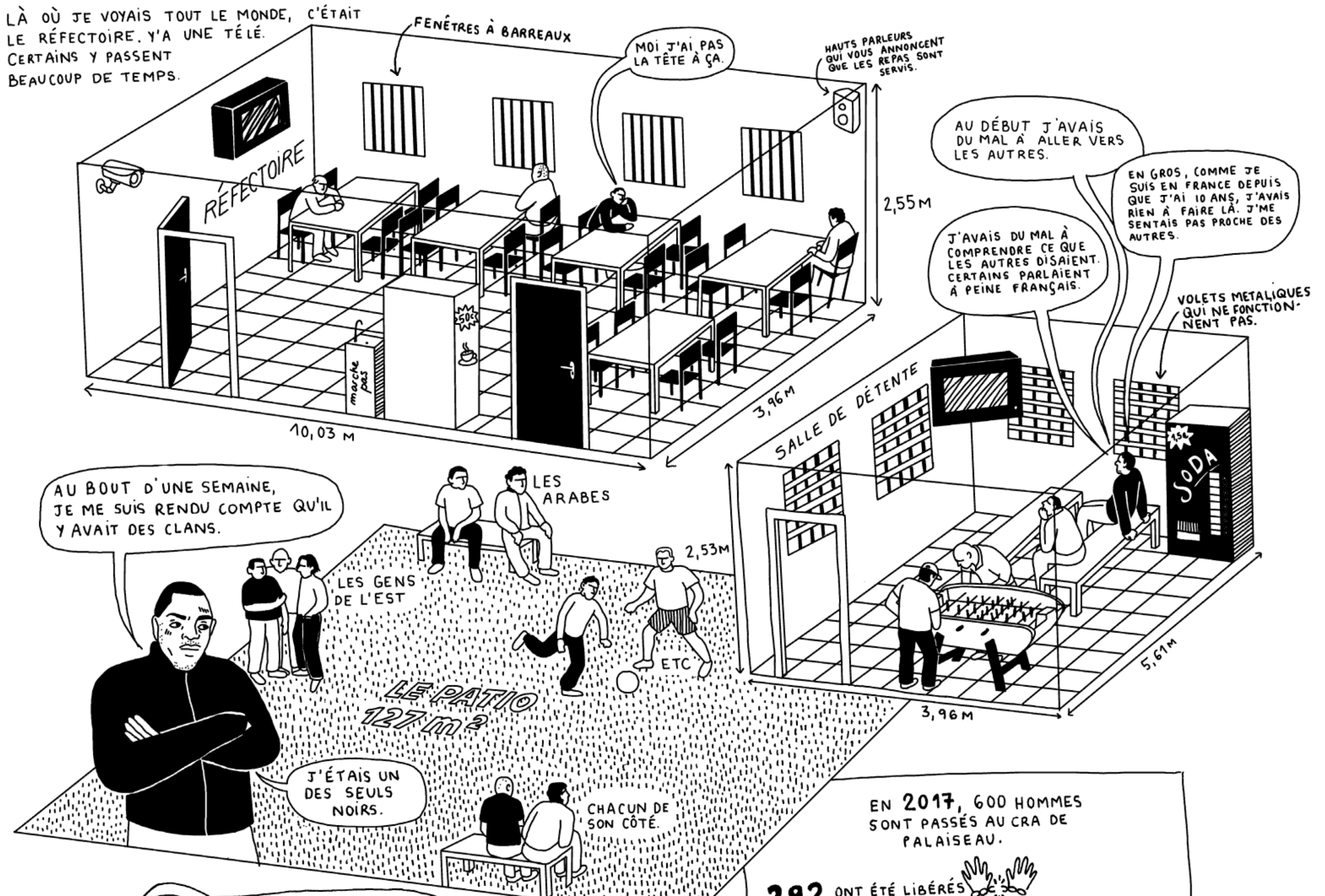
FAIS GAFFE, ICI FAIS CONFIANCE À PERSONNE, LES GENS C'EST DES BALANCES.

(ON A LE DROIT AU TÉLÉPHONE).

JE LUI LISAIS PARFOIS SES COURRIERS.



CROQUIS APPROXIMATIF D'UN CENTRE DE RÉTENTION



TOUS LES CHIFFRES SONT TIRÉS DU RAPPORT DE 2017 DE LA CIMADE SUR LES CENTRES ET LOCAUX DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.

- EN 2017, 600 HOMMES SONT PASSÉS AU CRA DE PALAISEAU.
- 292 ONT ÉTÉ LIBÉRÉS
 - 273 ONT ÉTÉ EXPULSÉS
 - 14 ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS VERS UN AUTRE CRA
 - 11 ONT ÉTÉ DÉFÉRÉS
 - 7 ONT ÉTÉ ASSIGNÉS À RÉSIDENCE
 - 3 ONT PRIS LA FUITE



EN 2017, POUR LA MÉTROPOLÉ, SUR LES 25.274 PERSONNES PLACÉES EN CRA, PLUS DE 10000 ONT ÉTÉ EXPULSÉ·E·S. CHAQUE ANNÉE, DES MILLIERS DE PERSONNES SONT RENVOYÉES DANS LEUR PAYS ALORS MÊME QUE LEUR VIE Y EST PARFOIS MENACÉE (GUERRES, ORIENTATION SEXUELLE, APPARTENANCE ETHNIQUE OU PRISE DE POSITION POLITIQUE). DANS CETTE BD, LE PARTI PRIS A ÉTÉ DE NARRER L'HISTOIRE D'ANTHONY, ET LA SIENNE SEULEMENT. SI SON RÉCIT DÉPEINT PRINCIPALEMENT L'ENNUI, LE STRESS ET L'ATTENTE D'UNE ÉVENTUELLE SORTIE, LA RÉTENTION N'EST ÉVIDEMMENT PAS VÉCUE DE LA MÊME MANIÈRE PAR TOUS ET TOUTES. DE PEUR D'ÊTRE RENVOYÉ·E·S AU PAYS, CERTAIN·E·S RETENU·E·S TENTENT DE S'ÉVADER OU, PIRE, DE SE SUICIDER. DE PLUS, D'AUTRES ASPECTS DE LA RÉTENTION ONT ÉTÉ OMIS PUISQUE PAS OBSERVÉS PAR ANTHONY. AINSI, RIEN SUR LES FRÉQUENTES INSULTES DES POLICIERS SUBIES PAR LES RETENU·E·S, SUR L'ÉCLATEMENT DES FAMILLES, L'ENFERMEMENT ILLÉGAL DE MINEURS ISOLÉS.

POUR PLUS D'INFOS CONCERNANT LA RÉTENTION, VOIR LE SITE DE L'OBSERVATOIRE CITOYEN DU CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE DE PALAISEAU : <https://observatoirecrapal.jimdo.com/>

FRANCHEMENT, C'EST GRAFF !

(suite de la p.1)

c'est le pied.

GdT : Ah non ! N'incitez pas à la violence ici s'il vous plaît. Mais enfin, pourquoi avoir réalisé de telles ignominies, de telles abominations ?

XX : Vous voulez dire pourquoi cette forme d'expression ? Pourquoi avoir graffé les murs ? Bah pour que ça saute aux yeux justement. Y'en a qui vont manifester le samedi, les gilets jaunes, d'autres brûlent des voitures. Quand on n'a pas le pouvoir, les moyens d'être écouté, qu'on nous bâche d'un revers de main, il faut passer outre les règles du politiquement correct et cracher ce qu'on pense. Cette forme d'expression, que certains qualifient de "violente", est à l'image du mépris du pouvoir politique actuel.

GdT : Mais d'où viennent vos ordres ? Des gilets jaunes ? De l'extrême gauche ? Daesh ???

XX : Non, c'est une démarche personnelle. Ce n'est pas la première fois que la mairie de Palaiseau est taguée. C'est un peu pour faire vivre une tradition (rire démoniaque). Mais ils sont très forts, ils effacent très vite. Ils ne veulent pas que la contestation se voie, qu'il y ait de traces.

GdT : Comment avez-vous fait pour déjouer le système de surveillance ultra sophistiqué de la ville ? On parle de 34 caméras, à près de 3000 euros (ndlr, selon J-P Madika, maire adjoint à la sécurité) quand même.

XX : Ben, il n'y a rien de compliqué, il suffit juste de connaître les emplacements des caméras et les éviter. Et surtout il faut se protéger le visage. Parce qu'on me voit peut-être sur les caméras, mais vu que j'avais un bonnet j'étais protégé-e, il n'y a écrit ni mon nom ni mon adresse sur ma tête. Ce qu'a mis en place la mairie à ce niveau ne sert à rien, ni pour les tags ni pour d'autres faits de délinquance ou de criminalité. C'est juste de la com' électorale.

GdT : Quand vous voyez les déclarations d'élu-e-s (voir Crépis crépusculaire), ému-e-s aux larmes pour certain-e-s, vous ne vous dites pas : « *Diantre, j'ai vraiment vraiment franchi les limites* » ?

XX : Non, encore une fois, ce sont des réactions de personnes tout à fait dans leurs rôles. Ils ou elles font partie du système qui les met en place. C'est ce qu'ils-elles défendent. C'est normal.

GdT : Mais quand même, du PS, aux LR, en passant pas LREM. Tous condamnent unanimement, c'est vraiment que vous êtes allé trop loin.

XX : Bah ils ont tous des échéances électorales, les européennes, les municipales. Le dialogue, c'est eux qui le mettent en place, pas une personne qui écrit sur les murs. Il-elle-s sont obligé-e-s de réagir comme ça. Les 3/4 des demandes des gilets jaunes vont à l'encontre des privilèges liés à leurs fonctions. Je leur fais très peur avec de simples mots.

GdT : Et les formes traditionnelles pour se faire entendre alors, les votes, etc. C'est du pipi de chat peut-être ?

XX : Bah oui puisque *in fine*, le pouvoir est entre quelques mains, celles du maire, du préfet, etc. Par exemple, le maire organise la vie démocratique de Palaiseau, on est là pour écouter ce qu'il a à dire, c'est comme le grand débat. S'il a envie de t'écouter, super t'es content-e, sinon bah t'auras rien. Et j'en ai marre qu'on me méprise, je veux moi aussi avoir un impact sur la vie démocratique. Il y en a marre de ces représentant-e-s qui ne représentent qu'une minorité et qui font n'importe quoi avec notre argent

GdT : Mais, tout de même, ce moyen d'expression ne saurait être considéré comme légitime.

XX : On le devrait. Puisque le dialogue

social est rompu, ces moyens m'apparaissent comme légitimes. C'est une manière différente de manifester son mécontentement. Autrement qu'au rythme du calendrier électoral.

GdT : Vous allez trop loin, c'est notre maison commune, flûte !

XX : Oui, mais elle est squattée, pour un délai indéterminé. D'ailleurs, depuis Grégoire de Lasteyrie, on ne peut plus accéder à la partie haute, là où se trouvent le bureau du maire et ceux de ses plus proches acolytes. Il y a désormais une porte sécurisée.



GdT : Avez-vous au moins déjà pris la peine d'essayer de voir M. le maire ?

XX : Ah mais je l'ai déjà rencontré le maire, on a même déjà discuté. C'est quelqu'un qui a du métier, qui manie la langue de bois, qui n'écoute pas. Peut-être que tou-te-s les élu-e-s ne sont pas comme ça, mais les autres que j'ai côtoyé-e-s c'était pareil, il-elle-s ne se remettent jamais en question.

GdT : Que vous dites ! Palaiseau a été une des premières villes à mettre en place le grand débat. En terme de dialogue, ce n'est pas rien !

XX : C'est sûr que le maire, il a bien fait sa promo. BFM, TF1, FR3, toutes les télévisions étaient là. Par contre, on n'a pas vu les cahiers de doléances. Tout a été fait par Internet, c'est le maire qui a pris les notes. Donc, on peut être dubitatif quand au relevé. Dans une tribune, le maire explique qu'il a retenu quatre demandes des Palaisien-e-s parmi celles exprimées(1). Pourquoi ces quatre-là ? C'est encore lui qui décide, pas nous. Et c'est ça que je

critique, que notre vie démocratique soit accaparée par un petit nombre. Nous sommes les otages de ce système. Ça doit changer.

GdT : Est-ce que vous avez participé au grand débat, ne serait-ce qu'à une séance, au lieu de critiquer vertement ?

XX : Même pas, moi j'ai assisté aux vrais débats, ceux organisés par les gilets jaunes sur Internet. Mais j'ai tout vu à la télé, et franchement, bah j'ai rien loupé, un simulacre de concertation. D'ailleurs Mediapart l'a révélé, rien n'a été laissé au hasard, les questions, les orientations(2). D'ailleurs, les résultats montrent bien ce que le gouvernement a voulu faire ressortir.

GdT : Eh bien je suis navré de vous annoncer que d'autres n'envisagent pas les choses comme vous. Par exemple, Charles Henry, président de la MJC, a accueilli avec enthousiasme le grand débat. Il l'a d'ailleurs animé dans la salle du conseil de la mairie

XX : Connaissant un petit peu le président de la MJC, aussi enseignant à Camille Claudel, j'ai rien contre lui mais ça montre bien que la MJC n'est pas indépendante. D'ailleurs elle touche beaucoup de subventions de la mairie(3). Bref, M. Henry n'est pas neutre. Ce n'est pas la première fois qu'il collabore avec le pouvoir lasteyrien.

GdT : Dans la même nuit, plusieurs autres lieux ont été dégradés. En êtes-vous aussi responsable ?

XX : Oui, le but, c'est de toucher un maximum de personnes, et comme ils effacent vite, parce qu'ils ont horreur de l'opposition ou du débat, il fallait être partout. Rue de Paris, place de la Victoire. Si j'avais pu faire tout Palaiseau je l'aurais fait. Mais, d'ailleurs, je ne suis pas seul-e à faire ça, il y en a d'autres. C'est comme une campagne d'affichage électorale sauf que là c'est vous qui décidez des emplacements d'expression. On ne va pas se mentir. Il n'y a pas mort d'hommes. Mais cela leur fait peur quand même. La quête de justice sociale fait peur aux privilégié-e-s en général.

GdT : N'avez-vous donc pas honte que les employé-e-s municipaux-ales aient dû se lever en plein milieu de la nuit pour réparer les dégâts ?

XX : Je trouve ça triste que le maire les

ait obligé-e-s à se lever à cette heure-là, alors que les messages parlaient de justice sociale. Mais voilà, le maire ne voulait pas présenter la mairie comme ça, avec des graffitis un jour de grand débat. Il ne pouvait pas tolérer ce genre d'agissements. Parler de droit, de justice, de démocratie et de référendum sur une mairie de droite, ça fait tâche, sans jeu de mot pourri (rire diabolique à nouveau)

GdT : Bon mais quand même, reconnaissez que si c'était à refaire vous ne le referiez pas ? N'est-ce pas ?

XX : Bien sur que si, je le referai, et même mieux. Parce que j'avoue que j'ai eu des soucis techniques. La bombe a merdé à un moment.

GdT : Le maire dit, dans un message sur un réseau social, qu'il ne vous salue pas. Eh bien je fais, ici, de même.

XX : J'm'en fiche, mais ça montre bien comment il est, hautain. Quel est cet homme qui se donne tant d'importance ? Par exemple, il peut faire enlever les bancs publics même si y'en a qui en ont besoin, fermer un lieu, le Ferry accessible à tous, empêcher un festival. Il fait de la discrimination citoyenne. Comment se fait-il qu'il y ait si peu de contre-pouvoirs ? C'est un simulacre de démocratie. C'est pour que les élu-e-s ne nous oublient pas qu'il faut mettre tous les soirs des messages sur la mairie.

GdT : Vous, quand M. de Lasteyrie sera réélu en 2020, vous ferez moins le malin !

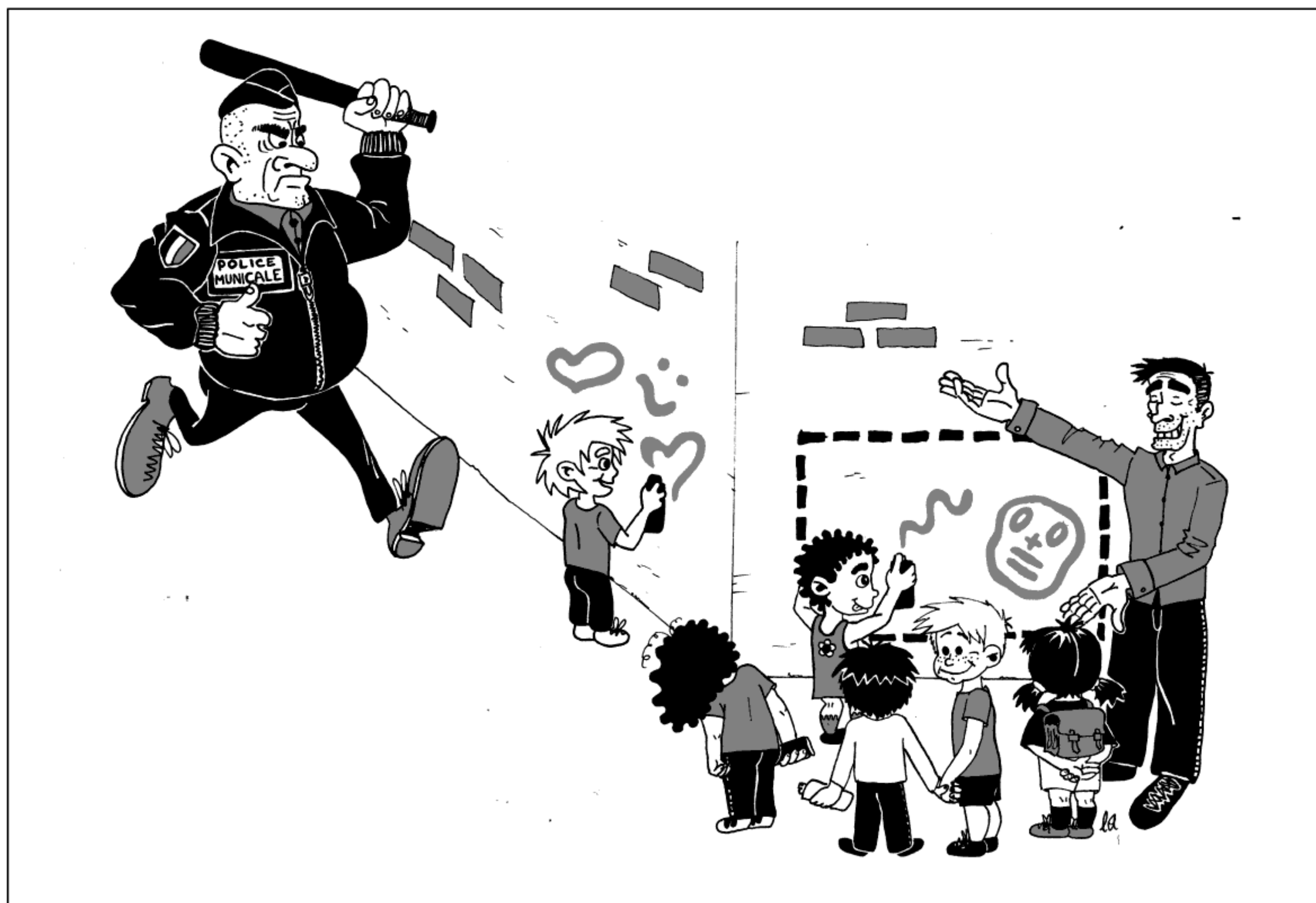
XX : Il repassera pas... Mais il faut que la gauche s'unisse pour le battre. Et qu'une fois élue, elle remette en cause les pouvoirs du maire. Et ce jour-là, il sera même autorisé de taguer la mairie.

Propos choquants recueillis par Graphaël de Toche pour Le Petit ZPL

(1) L'Opinion, 17/03/19 - Vote blanc, Cour des comptes, dissolution, revenu universel: les pistes de Grégoire de Lasteyrie <https://www.lopinion.fr/edition/politique/vote-blanc-cour-comptes-dissolution-revenu-universel-pistes-gregoire-180715>

(2) Mediapart, Grand débat: les secrets d'un hold-up, 26/01/19, <https://www.mediapart.fr/journal/france/260119/grand-debat-les-secrets-d-un-hold-up-onglet=full>

(3) Pour l'année 2017, sur 302 600 euros de subventions, la MJC a perçu environ 265 850 euros de la mairie de Palaiseau soit plus de 87% du total.



CRÉPIS CRÉPUSCULAIRE

Florilège de réactions d'élus et de citoyens outrés suite aux graffs sur la mairie

Sous le choc, mais dignes, rassemblés sur la page de leur maire, Grégoire de Lasteyrie, les habitants n'en reviennent toujours pas après cette nuit d'effroi : « *Quelle horreur !* ». « *C'est lamentable, ignoble, navrant* ». « *C'est une honte* ». On parle d'acte « *pitoyable* », « *abominable* », bien plus préoccupant « *qu'une simple dégradation* ». Il s'agit là d'une « *véritable attaque contre la démocratie locale* ». Certain.e.s se demandent « *où va notre société* », tandis que d'autres évoquent un climat « *irrespirable, pour ne pas dire intolérable* ». « *Quel gâchis* ».

Qui a pu oser ? « *Des petits* », des « *gilets jaunes* », peut-être même des « *groupes d'extrême gauche* », croit reconnaître une experte, « *certainement cagoulés* », en ajoute un autre.

Dominique Poulain, élu modéré à l'urbanisme, analyse et tempère : « *C'est honteux et lâche et il convient de laisser la Justice faire son travail avant de mettre en cause les GJ [Gilets Jaunes], dont le mouvement est récupéré par les extrêmes* ».

C'est sur le profil psychologique des vraisemblables auteurs des faits que les habitants meurtris nous révèlent leurs talents d'analystes : « *des esprits étroits, malfaisants* », « *nuls et décérébrés* », « *des personnes sans valeur et moralité* », « *des idiots incultes et haineux* », des « *abrutis extrémistes* », avec « *pas beaucoup de couilles [dans] tout ça* ».

Dès l'aube, Grégoire De Lasteyrie (LR) déplorait ces actes hyper violents et rassurait les Palaisiens abasourdis. Sensible, son message s'adresse d'abord à la victime : « *Notre maison commune, le premier lieu d'exercice de notre démocratie locale, le lieu de passage aux grandes étapes de nos vies, le premier maillon du vivre-ensemble* ».

Immédiatement, Matthieu Pasquio (PS), ex futur maire de la ville, regrettait à son tour « *ces attaques contre notre maison commune et notre ville* ». Évidemment, Palaiseau Ensemble, future alternative de droite sans étiquette guidée par Eric Houet, pensait les plaies de nos « *bâtiments communaux [...] victimes de ces méthodes anti-républicaines* ». Solidaire, Amélie de Montchalain, gauchiste trébuchante de l'enrichissement humaniste, réconfortait les « *lieux publics et collectifs [...] abîmés et dégradés* ».

Guidés par le courage qu'exige la démocratie, Grégoire « *condamne fermement ces actes* », Matthieu dégage ses « *armes* » : « *le vivre ensemble et le dialogue* ». Amélie fait ruisseler « *tout [son] soutien aux Palaisiens et aux agents municipaux* » et Eric fustige également. Puisque l'urgence s'imposait, selon le maire, des techniciens de la ville ont été dépêchés dès 4 heures du matin pour « *corriger les actes de nos concitoyens* ». On imagine d'ores et déjà les Palaisiens très rassurés.

Qu'ont-ils écrit, ces « *idiots haineux* » qui ne « *votent certainement pas* » ? D'après des sources vraisemblablement plus efficaces et moins onéreuses que la vidéo-surveillance, voilà ce qui était écrit : « *RIC* » ; « *Justice sociale* » ; « *Résistance* » ; « *La lutte c'est classe* » ; « *Pouvoir au peuple* » ; « *Dire non, c'est penser* » ; « *ACAB* » ; « *Macron voleur, rends l'argent* » ; « *Retour de l'ISF* » ; « *L'État assassine* » ; « *Justice sociale, gilet jaune* » ; « *Grève générale* »... et d'autres messages qu'on n'a peut-être pas vus.

GRAFFING'HAN

Au menu des enfants inscrits au centre de loisirs du Stade, une sortie à la Fabrique culturelle pour... une initiation au graffiti. Topo « *historique* », choix d'un pseudo pour chaque gamin, tracé de lettres, ombres portées, dégradés... Les p'tits ont adoré. Même pas peur de la contradiction : ça finance la formation initiale au berceau et après ça chouine quand les Zopaliens se mettent à écrire la nuit sur les murs. Les élus, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît.

NOKIA : NOZAY AH BON !?

En 2019, après l'an 0, toute l'Essonne est occupée par la Communauté d'agglomération Paris-Saclay... Toute ? Bientôt oui. Un petit village plus si retranché que cela mais bien perdu dans la campagne vient lui aussi d'y être inclus. Nozay, ville paumée comme on dit nous autres, connue pour son glorieux abattoir abandonné et sa décadente entreprise de télécom. Celle-ci s'apprête à lancer son 3ème plan de licenciements. Entre ville-dortoir et « *centre d'excellence* »(1) en vase clos, témoignage d'un habitant touché et lassé de sa commune.

Nozay's disruption

Aussi loin que je me souviens, l'entreprise Alcatel a toujours été présente sur Nozay. Implanté au beau milieu des champs de betteraves, le site est en place depuis 1964. Au cours des décennies suivantes, la petite commune a témoigné des multiples rachats et fusions de ce fleuron national. Alcatel Alstom, Alcatel, Alcatel Lucent, etc. Depuis, les licenciements et occupations des locaux d'entreprise rythment tristement la vie de la commune.

En ses heures de gloires, la société proposait même des stages aux collégiens de la ville. On y apprenait comment rédiger un CV, comment « *entreprendre* ». Un vocabulaire déjà précurseur en son temps du macronisme à venir. À l'époque déjà, on ne disait pas « *patron* » mais « *CEO* » (Chief Executive Officer), ça fait moins oppresseur. Un univers plein de cravates et de paillettes où de jeunes adultes sont initiés aux sacro-saints « *codes de l'entreprise* »(2). Qu'on me pardonne, il y avait surtout des croissants, le matin.

Communicants vaseux et licenciements honteux

Deux mondes pour une seule ville, d'un côté, les Nozéens, indifférents au sort de cette étrange protubérance greffée à leur hameau de pierre gris. De l'autre, les nauséux, lassés d'un énième PSE (euphémisme pour licenciements « *économiques* ») qui frappent, pour la troisième fois en moins de 4 ans, les salariés de Nokia. Ces derniers, au nombre de 3300 - presque autant que d'habitants dans la ville - devront se passer de 355 collègues.(3)

Malgré un chiffre d'affaire en hausse de 20% et une pluie de subventions - 344 millions de crédit d'impôts et 7,9 millions de CICE - l'entreprise Nokia poursuit ses licenciements. Et cela alors que des engagements avaient été pris à la reprise d'Alcatel en 2015. Le ministre de l'économie de l'époque, un certain Emmanuel Macron, se pavanait d'ailleurs de cette fusion des géants : « *Il n'y aura aucune destruction d'emplois en France. Le nombre d'emplois sera le même et même davantage* »(4).

Douée d'une certaine habileté, l'entreprise de télécom est également devenue maître dans la perception d'aides publiques. En effet, dans le but de prétendre aux subventions de l'agglomération Paris-Saclay, l'entreprise a rebaptisé le site « *Nokia Paris-Saclay* ». Pourquoi faire compliquer ? On peut également rajouter à cela l'optimisation faite par l'entreprise de ces aides de l'Etat. Elle parvient à doubler son crédit d'impôt à la recherche par le biais d'une société interne qui n'emploie aucun salarié. « *C'est une entreprise créée il y a longtemps qui ne sert que de réceptacle à subventions* »(3) conclut Claude Josserand, représentant syndical à la CGT.

Mais alors où va l'argent me direz-vous ? Réponse du représentant CGT : « *le PDG veut d'ici à 2021/2022 doubler les dividendes* (voir lexique p.10) par action, on en est à 4,5 milliards de dividendes** ». Ah d'accord. Et l'emploi où va-t-il ? « *Environ 80% des postes sont de la délocalisation vers des pays à bas coût en Europe de l'Est ou en Inde.* »(3) Ah bon très bien.

Parce qu'à Nozay si les corbeaux volent sur le dos, les autochtones le tournent. En effet,

l'entreprise n'étant pas pourvoyeuse d'emploi localement, elle ne fait pas vivre la ville. On est plus proche de la start-up nation sur fond de campagne bucolique que du bassin minier avec ses ouvriers des corons alentours. Pour ces raisons, un fossé psychologique s'est creusé entre les habitants de Nozay et ceux qui viennent y travailler. Deux univers inconnus l'un pour l'autre, ne faisant que se croiser dans les bus du matin, dans lesquels se croisent les jeunes en gueule de bois et les cadres aux costumes repassés.

Gabriel Gadré



(1) actu.orange.fr, 14/05/2015 « *Nokia-Alcatel, un futur grand champion européen selon Macron* »

(2) Selon le principal adjoint de l'époque dans Le Parisien, 15/12/2010 « *Des collégiens immergés dans le centre de recherche Alcatel* »

(3) Ud CGT Essonne « *ENCORE 408 LICENCIEMENTS CHEZ NOKIA, NAN MAIS ALLÔ ?* », interview réalisée par l'équipe du Petit ZPL

(4) www.lemonde.fr, 14/04/2015, « *Fusion Nokia-Alcatel : le gouvernement « vigilant » sur l'emploi* »

BARA.....TIN

De nos jours, les médias, que ce soient les journaux ou les chaînes de télévision et de radio, relaient la plupart des événements qui ont lieu sur la planète. Les zones de guerre, malgré le danger, ont couvertes en permanence par d'audacieux journalistes de tous sexes et de tous bords. Il n'en a pas toujours été ainsi. Notre scolarité est tout le long jonchée de faits de guerre remontant au plus lointain passé. Mais, en fait, les choses se sont-elles bien passées comme on nous le raconte ? Exemple avec une histoire bien de chez nous. Le héros local, Joseph Bara, héros ou victime de la pauvreté ?

Le jeune Joseph Bara, né à Palaiseau le 30 juillet 1779, est mort le 7 décembre 1793, à 14 ans, à Jallais près de Cholet, pendant la guerre de Vendée. La version officielle en a fait un jeune tambour héroïque tombé sous les balles d'une multitude de royalistes en criant : « *Vive la République !* »

Au petit matin du 7 décembre 1793, l'armée de la République est engagée face aux Chouans, volaille royaliste manipulée par les curés, bras armé de la noblesse réactionnaire. La bataille fait rage. Joseph, n'ayant comme arme que son tambour, sera abattu sans pitié. Cet acte odieux et vil est l'œuvre de la réaction royaliste antirépublicaine, qui n'a pas hésité à faire feu sur un jeune soldat qui battait le tambour pour entraîner les vaillants soldats de la République, venus porter haut les couleurs de la France démocratique, face à ces populations de Vendée, peuple rétrograde* (voir lexique p.10) et antisocial aux ordres de la monarchie et du clergé.

Voici le courrier transmis au ministre de la Guerre, par l'adjutant-général Desmarres à la suite du décès du jeune Bara : « *Joseph Bara est un orphelin très pauvre, engagé volontaire au 8e de hussards de l'armée républicaine ; il a partagé toutes les fatigues et tous les dangers de la guerre, et a été tué lors de l'attaque de Jallais par les Vendéens le 17 frimaire an II, à l'âge de 14 ans* ». Aussi, le Général Desmarres sollicite une pension pour la mère de l'enfant.

La note est transmise du ministère de la Guerre à la Convention. Robespierre, informé, décide de donner un écho à cette mort au combat en en faisant une mort héroïque. Il prononce un discours, publié dans Le Moniteur Universel du 28 décembre

1793, où il fait mourir l'enfant, entouré de royalistes, et criant : « *Vive la République !* ». L'histoire de Joseph Bara, le petit tambour, est un des mythes républicains les plus répétés dans les écoles primaires jusqu'à nos jours. Il a fait pleurer des générations d'écoliers et d'écolières.



Et pourtant la réalité est toute autre.

Gracchus Babeuf(1), créateur du journal *Le Tribun du peuple* Gracchus Babeuf, est un pionnier du journalisme de guerre. À cette époque, il suivait l'évolution des troupes républicaines, face aux troupes monarchiques. Ces dernières organisaient souvent, grâce à leur connaissance du terrain, des attaques surprise contre des soldats isolés.

Voici ce qu'a relaté Gracchus Babeuf dans son journal : « *Joseph Bara est le neuvième enfant d'un garde-chasse du prince de Condé seigneur de Palaiseau, né à Palaiseau le 30 juillet 1779. Il ne fait pas partie de l'armée, mais travaille comme domestique palefrenier pour un officier de l'armée du Général Desmarres, cantonné à Bressuire en Vendée. Le 7 décembre 1793, alors que Joseph Bara promène deux chevaux dans la campagne pour leur donner de l'exercice, il est assailli par des voleurs qui s'emparent des animaux et le tuent. Le Général Desmarres signale le fait au ministre de la Guerre et sollicite une pension pour la mère de l'enfant.* »

Finalement, Joseph Bara n'a rien d'un héros. Il fait partie de ces enfants poussés par la misère, partis à la guerre pour gagner un peu d'argent. Sa mort a été utilisée par Robespierre à des fins de propagande pour désinformer le peuple sur le catastrophique enlèvement des armées de la République sur les terres vendéennes.

Par ces lignes, l'auteur est heureux de pouvoir offrir un rétablissement de la vérité aux Palaisiens. Tout ce que l'on vous a raconté sur Joseph Bara, ce n'est que du baratin. Ainsi vous êtes prémuni-e contre d'éventuels GDL*, généralement adeptes de la récup', et peu scrupuleux quant à la véracité des faits historiques.

GB

(*) GDL : Grands Désinformateurs Locaux.

(1) Né le 23 novembre 1760 à Saint-Quentin et mort guillotiné à Vendôme le 27 mai 1797, c'est un révolutionnaire français. Il forma la « *Conjuration des Égaux* » contre le Directoire et fut exécuté. Ses idées inspirent un courant de pensée, le « *babouvisme* », qui préfigure le communisme et l'anarchisme.

ASKIPARÉ...

Askip on est candidate
Askip en deux mille vins
Askip on n'est ni de droite ni de droite
Askip c'est un hameçon d'avril

Askip Palaiseau est greenwashée
Askip le printemps c'est maintenant
Askip le printemps c'est tout l'temps
Askip on n'est pas connecté à l'environnement
Askip c'est l'environnement qu'est connecté

Askip la ville c'est pas intelligent
Askip la city c'est smart*

Askip Bara a pas dit ça
Askip c'est baratin
Askip Bara était gilet jaune

Askip le maire nous kiff
Askip il va s'abonner
Askip il va filer 3000 balles
Askip c'est notre futur maire adjoint au parking
Askip il va nous prêter sa caisse

Askip la mairie a été taggée
Askip personne n'a été retrouvé
Askip la vidéo-protection l'a pas protégé
Askip la vidéo-surveillance l'a pas surveillé
Askip la vidéo-délatation l'a pas délié
Askip la vidéo-douchance l'a pas douché
Askip c'est la vidéo-douille

Askip nokia est à Nozay
Askip nokia c'est la nausée
Askip nokia a osé
Askip nokia a d'loseille

Askip le SIOM c'est toujours pas fini
Askip Vigier y s'fait un pognon de dingue

Askip le CRA c'est pas l'club med
Askip le CRA c'est pas l'hôtel
Askip le CRA c'est une prison

Askip y'a une super tête d'affiche à la fête de la musique
Askip c'est Eve Angeli
Askip elle sera en duo avec Francky Vincent
Askip y'aura l'hologramme de Michael Jackson
Askip y'aura aussi celui de Johnny Hallyday
Askip c'est plus le service culturel qui gère la prog
Askip c'est pas l'OMP non plus
Askip il faut remercier le nouveau prestataire
Askip on se prive pas de culture
Askip la culture c'est privé
Askip c'est une rumeur
Askip on sait qui l'a lancée

Askip y'a plus de fleurs rouges à Zopal
Askip en fait ça dépend du quartier
Askip chaque fleur sa couleur
Askip chaque quartier sa fleur
Askip y'a pas de rouge dans le centre ville
Askip le maire il aimait pas ça
Askip on n'lui jette pas des fleurs

Askip le site internet de la ville c'était mieux avant
Askip la mairie est connectée
Askip pas le site de la ville

Askip les bancs c'est interdit
Askip les bières c'est interdit
Askip les ballons c'est interdit
Askip faut tout dénoncer sur TellMyCity
Askip faut dénoncer ceux qui utilisent un banc
Askip faut dénoncer ceux qui utilisent une bière
Askip faut dénoncer ceux qui utilisent un ballon

QUI A TAGUÉ LA MAIRIE ?

AIDE LES F(ORCE) D(E) P(O)LICE À DÉCRYPTER LES AVEUX DU PETIT ZOULOLOU ! DÉNONCERA-T-IL SES SOURCES ?



LES PETITES REMARQUES QUI MARQUENT QUI MARQUENT...

« -Bonjour monsieur, vous connaissez le Petit ZPL ?
-Moi, c'est jeune homme ! »
Un retraité plein de jouvence

« Je l'ai acheté à la cigarette électronique. »
Un lecteur en smoking

« Il est sur la table basse, à mon taf, je bosse sur le plateau de Saclay. »
Un start-taubeur

« C'est pas encore au niveau du Canard Enchaîné. »
Un mec qui nous dit ça à chaque fois

« Je le lis mais y'a des mots que je ne comprends pas. »
Une lectrice qui n'a pas trouvé le lexique

« C'est nul comme journal, c'est un torchon j'ai regretté de l'acheter. »
Un regretté lecteur

« -Monsieur vous voulez un journal ?
-Sûrement pas !
-Pourquoi ?
-Parce que je l'ai déjà ! »
Un blagueur à l'ancienne

« -C'est le numéro 8 ?
-Oui.
-Ah bah je vais le jouer.
-Non, le voulez ?
-Non, je vais jouer le numéro 8 au PMU. »
Un grand gagnant

« Vous tapez bien là où il faut. »
Un boxeur

« La première fois, c'était non, cette fois c'est encore plus que non ! »
Un encore-plus-que-non-lecteur

« Gilles Cordier il l'avait bien mérité ce jour-là (ndlr a propos du lock-out des éboueurs du SIOM). Quand on ne maîtrise pas le sujet, on ferme sa gueule ! »
Un en-marchiste tractant à Massy

« - J'ai quand même pas mal d'amis à Lozère, et je sais qu'à Lozère ça fait un peu jaser. »
Un jaseur de Lozère

« Super la 4 de couv' ! C'est comme le tatouage que j'ai dans le dos ! »
Une lectrice épidermique

« Ah non, je ne donnerai pas un euro au Petit ZPL ! »
Un non-lecteur à prix libre

« -Monsieur, un petit journal local ?
-Je vous aime beaucoup.
-C'est gentil, vous nous connaissez ?
-Pas du tout ! »
Un non-lecteur facile

« Est-ce que je suis le premier maire à m'abonner ? »
Francisque Vigouroux, maire d'Igny

« Je l'ai acheté une fois, je l'achèterai pas deux ! Il est lamentablement foutu. »
Un lecteur qu'on a bien eu ... une fois pas deux

« -Vous m'avez été recommandé.
-Par qui ?
-Par le stand légumes. »
Une amatrice de feuilles de chou

« Vous vous dites la vieille elle aime le papier... et vous avez raison ! »
Une vieille qui a raison d'aimer le papier

« Vous savez à mon âge, je ne crois plus à grand-chose. »
Une lectrice désenchantée

« C'est le journal le plus utile que je connaisse. »
Une lectrice conséquentialiste

« Il est gros, il est énorme. »
Un tout petit lecteur

« Y'a plus que ça qui me fait rire. »
Une lec'triste

« Je vais vous le prendre, ça fait longtemps que ça me tente. »
Une lectrice qui a succombé

« -Ah, ça me rappelle ma jeunesse !
-Vous le prenez ?
-Non ! »
Une lectrice qui n'a pas su rester jeune

« Ça parle pas de grand-chose, je vous le prends, j'm'en sers pour éplucher les légumes. »
Un lecteur qui aime notre popote

« Le Petit ZPL est objectif, il fait vivre la démocratie, la vraie, pas la médiatique [sic] ! »
Mokhtar Sadj, un élu palaisien flexidéologique*(voir gros mot du numéro p.10)

« Je vais dire à ma femme de venir vous voir. Elle est dans la voiture. »
Un mari piloté

LE GROS MOT DU NUMÉRO Flexidéologie

La flexidéologie vient remplir le vide conceptuel laissé entre le confusionnisme et le ninisme. Elle désigne le contorsionnisme stratégique qui s'épanouit brusquement à la veille des échéances électorales.

LEXIQUE*

Mobilité douce : 1. Lieu de gesticulation écologique idéalement placé entre deux autoroutes. 2. Argument de vente des vélos électriques.

Lambda : Adjectif non qualificatif des gens qui ne sont rien. Exemple : *Des ouvriers lambdas dansaient la Lambada.*

Smart City : Nom composé de l'angliche *smart* (élégant, astucieux) et *city* (ville de toute taille). Terme généralement employé par les urbanistes futuristes pour épater des maires lambdas.

Gova : Verlan de vago, terme manouche qui désigne une voiture.

Rétrograde : Adjectif ou nom disqualifiant aux usages contradictoires. D'un point de vue gauchiste, le terme rétrograde désigne les conservateurs, les passésistes et autres déclinistes, nostalgiques d'un ancien ordre colonial, patriarcal ou nationaliste. D'un point de vue néolibéral, sont rétrogrades toutes celles et ceux qui sont attaché-es à quelques droits sociaux. D'un point de vue relativiste, on est toujours le rétrograde d'un autre.

Docilité : Faculté d'obéir à un pouvoir injuste, la docilité provient, selon les sociologues les plus bourdieusiens, de l'intériorisation des rapports de domination chez les personnes disqualifiées. Ce processus marque l'aboutissement de la violence symbolique, à savoir l'acceptation de l'obéissance dans une société injuste.

Cache-misère : Nom commun composé. Stratégie grossière de dissimulation d'une réalité pénible à l'aide de moyens artificiels tels que les paillettes ou la poudre aux yeux. À ne pas confondre avec Cash Misère, désignation habituelle de la Française des Jeux.

Dividendes : Rémunération méritocratique. Gratter des dividendes : travailler à la sueur de ses fonds.

Nuisances sonores : Expression ambivalente pouvant servir à désigner le vacarme d'un avion, les brouhahas festifs ou le chant d'une perceuse le dimanche matin. Synonyme de pollution sonore ou de fragilité auditive bourgeoise, l'usage de ce terme fait encore l'objet de profondes querelles scientifiques.

Abstention : 1. Mouvement de mode qui consiste tout simplement à ne pas aller voter. 2. Parti majoritaire de la France contemporaine. Produite vraisemblablement par la nullité et l'hypocrisie des politiciard-e-s conjuguée à l'amertume citoyenne, l'abstention fait l'objet d'interprétations souvent délirantes des éditorialistes les plus bavards.

Socialiste : 1. (Suranné) Militant politique soucieux d'un lendemain meilleur par des réformes progressives et progressistes. 2. Personne sociable et parfaitement adaptée à la flexidéologie. 3. Centriste.

Exemple d'usage spontané du lexique : L'aut'jour, j'ai croisé des socialistes rétrogrades lambdas dans la smart city qui pleuraient sur l'abstention avec docilité. Ils prêchaient la mobilité douce alors qu'ils étaient en gova payée par les dividendes. Quel cache-misère et bonjour les nuisances sonores.



Retrouvez nos reportages vidéos sur notre site <https://lepetitzpl.zpl.zone> : Lycée, SIOM, Sham', Curtis, Zpnaf, hostos et de nombreux autres à venir.



Avis à la population



MUNICIPALES DEUX MILLE VINS



2020

MIEUX IVRES ENSEMBLE

LA PETITE ZPL appelle les Zopaliens et les Zopaliennes, les fêtardes et les pantouflards, les gens qu'aiment les bancs, les taggeurs de mairie, les faux comptes facebook, les bétonnées du Plateau de Saclay, les inondés de l'Yvette, les ragondins de l'Yvette, Yvette, les 30 % d'insectes restants, les quelques pauvres des Joncherettes et les exclus en général, les losers de lozère, les voisins pas vigilants, les fonsdés, le maire et les fâchés du lasteyrisme, les réformés du lycée, les résistants du service public, les gilets jaunes, les revanchards, les sans-papelards, les retenus, les mineurs, les enfants de gauche, les shlags, les sans avis, les sans-abris, les sans amis, les sans avenir, les morts et les non-inscrits, les Orcéens, les massicois et les villebonnais, les électo-fragiles, les astro-sceptiques, les nostalgiques du Ferry, les deux membres du comité de soutien pour le retour de Claire Robillard, les ACABlés, celles et ceux qui ont le SIOM et qu'en ont ras-la-benne ou qui ne votent jamais, à voter pour la Petite ZPL et à colporter la nouvelle.

TOUS ENSEMBLE REPRENONS PALAISEAU AU MILLIONNAIRE PARIGOT

Tu galères à choper **Le Petit ZPL** ? **Abonne-toi !**

Vous vous levez trop tôt pour nous ? On se lève trop tard pour vous ? Vous travaillez le dimanche ? On vous tient les deux jambes trop longtemps et vous ratez votre RER ou vos rendez-vous ? Abonnez-vous et participez au financement d'une presse palaisienne indépendante !

La formule proposée : 5 numéros à prix libre. C'est vous qui définissez le prix pour cinq numéros. Seul bémol, on vous demande de prendre en charge le coût de l'envoi en joignant cinq timbres à 1,76 € ou en ajoutant 8,80 € à votre abonnement. Votre chèque est à libeller à l'ordre de **Cuculla Pralinae** et à envoyer ou déposer au 110 rue de Paris 91120 Palaiseau.

Je m'abonne à partir du numéro

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et je joins cinq timbres à 1,76€

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et ajoute 8,80 €, soit un total de euro

Coordonnées

Nom Prénom

Adresse de livraison

Ville Code postal

Courriel

Le Petit ZPL - Nounours :

Numéro Été / Automne 2019

Date de parution : 21 Juin 2019

Contributions : Bertille de Salins, Gabriel Gadré, Amône, Laeti, Tifo, Sabrina Belbachir, Laury C.D., Briac Chauvel, S., Graphaël de Toche, Dawa, Virgule, Birek, Sévan Melkonian, GB, Mike Strach, Hameaurit, ANT, Mathilde Ermakoff, Raphaël Godechot, Profkiller, Odélie Sarrazin, La Kanine, Soline

Directeur de la publication : Raphaël Godechot

Édition : Shlag Lab / Cuculla Pralinae

Impression : FEVRE, 72 avenue du Président Wilson - 93100 Montreuil

ISSN : 2495-5604

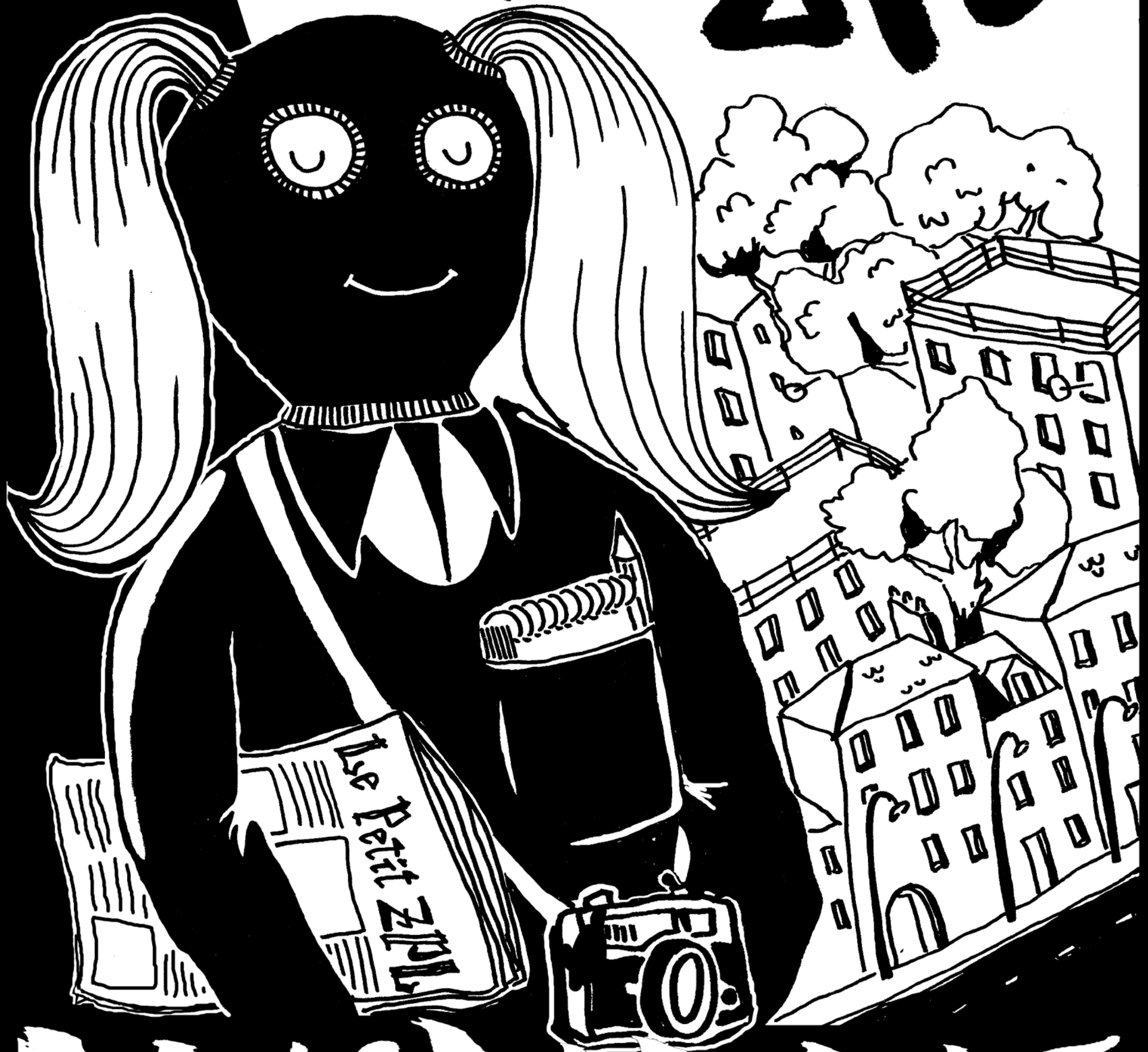
Contact : lepetitzpl@zpl.zone

Web : https://lepetitzpl.zpl.zone

Tiré à 3 750 ex. Prix libre.

MIEUX IVRES ENSEMBLE

LA PETITE ZPL



CANDIDATE